



Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 5^e vague

Rapport final

Produit pour Élections Canada

Nom du fournisseur : Léger Marketing Inc.

Numéro du contrat : 05005-221079/001/CY

Valeur du contrat : 81 622,16 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution du contrat : 2022-02-24

Date de livraison : 2025-03-07

Numéro d'enregistrement : POR 127-21

Pour en savoir plus sur ce rapport, veuillez communiquer avec Élections Canada à rop-por@elections.ca.

This report is also available in English.

Ce rapport d'étude d'opinion publique présente les résultats de la cinquième vague d'un sondage en ligne réalisé par Léger Marketing Inc. pour le compte d'Élections Canada. L'étude de recherche quantitative a été réalisée auprès de 2 504 électeurs de différentes régions du Canada entre le 29 janvier et le 5 février 2025.

This report is also available in English, under the title Public Opinion Research Study on Electoral Matters – Wave 5.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Une autorisation écrite d'Élections Canada doit être obtenue au préalable. Pour en savoir plus sur ce rapport, écrivez à rop-por@elections.ca.

Élections Canada
30, rue Victoria
Gatineau (Québec)
K1A 0M6

Numéro de catalogue : SE3-121/5-2025F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-78126-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR 127-21)

Numéro de catalogue : SE3-121/5-2025E-PDF (Rapport final, anglais)

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : ISBN 978-0-660-78125-9

© Directeur général des élections du Canada, 2025.

Table des matières

Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 5 ^e vague	1
Table des matières	3
Sommaire	4
Contexte et objectifs	4
Méthodologie	5
Synthèse des constats	5
Remarques sur l'interprétation des résultats	7
Énoncé de neutralité politique et coordonnées	8
Résultats détaillés du sondage	9
Principales sources de nouvelles	9
Région sur laquelle portent les sources de nouvelles	14
Intérêt pour la politique	16
Connaissance des compétences provinciales	17
Connaissance des compétences fédérales	19
Confiance dans les institutions canadiennes	21
Opinion sur l'équité des élections fédérales	24
Raisons de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable	27
Confiance relative aux changements électoraux	29
Carte d'information de l'électeur électronique	32
Entrave au processus électoral	34
Opinion sur l'intégrité du système électoral au Canada	39
Opinion sur l'intégrité du vote par la poste au Canada	40
Types de fraude électorale	42
Efficacité politique	45
Polarisation affective	48
Confiance envers les gens	51
Croyances conspirationnistes liées au gouvernement	52
Annexe	57
A.1 Méthodologie quantitative	57
A.2 Questionnaire	63

Sommaire

Léger est heureux de présenter à Élections Canada les constats de la cinquième vague du sondage quantitatif de suivi visant à mieux comprendre les électeurs canadiens des différentes régions. Le rapport a été préparé par Léger Marketing Inc. dans le cadre d'un mandat qui lui a été confié par Élections Canada (numéro de contrat 05005-221079/001/CY attribué le 24 février 2022).

Contexte et objectifs

Conformément à son mandat, Élections Canada (EC) doit toujours être prêt à organiser une élection, même lors de circonstances exceptionnelles, telles qu'une catastrophe naturelle ou une situation d'urgence.

EC souhaitait jauger l'opinion publique au sujet de différentes questions liées aux élections, à différents moments entre des élections.

Le présent rapport contient les résultats de la cinquième vague du sondage à propos de questions liées aux élections, menée auprès de 2 504 Canadiens ayant qualité d'électeur entre le 29 janvier et le 5 février 2025. La première vague de cette étude, menée en avril 2021¹, sert de point de référence pour mesurer et repérer les tendances ou les changements significatifs dans l'opinion et l'attitude des électeurs canadiens au fil des vagues de sondage. La deuxième vague a été menée en avril 2022², la troisième vague, en mars 2023³, et la quatrième vague, en mars 2024⁴.

Le projet a pour but de mieux comprendre :

- a) l'opinion des électeurs sur des problèmes émergents relatifs à l'administration d'une élection;
- b) la confiance des électeurs dans l'administration électorale et les autres institutions nationales;
- c) les sources des électeurs pour s'informer sur les élections et le processus électoral.

Plus précisément, EC veut suivre toute variation significative dans ces mesures au fil du temps. D'autres questions sont posées pour aider EC à mieux comprendre quels autres facteurs internes ou externes influencent la confiance des électeurs dans l'administration électorale de manière générale.

Utilisation prévue

L'information contenue dans les rapports de recherche aidera EC à planifier ses communications stratégiques et à orienter ses politiques, programmes et services.

¹Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 1^{re} vague – Élections Canada](#).

²Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 2^e vague – Élections Canada](#).

³Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 3^e vague – Élections Canada](#).

⁴Voir l'[Étude d'opinion publique sur des questions électorales – 4^e vague – Élections Canada](#).

Méthodologie

L'étude d'opinion publique a été réalisée au moyen de sondages en ligne à l'aide d'un système d'entrevue Web assistée par ordinateur. La cinquième vague du sondage s'est déroulée entre le 29 janvier et le 5 février 2025. Au total, ont été sondés 2 504 électeurs canadiens (à savoir, des citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment du sondage) dont le profil démographique est représentatif de la population canadienne. L'échantillonnage s'est fait de façon aléatoire à partir du panel LEO de Léger. Le taux de participation était de 10,1 %.

Le questionnaire était constitué de questions posées lors de la quatrième vague menée en mars 2024, ainsi que d'une question tirée de la deuxième vague menée en avril 2022.

Les données pour chaque région ont été pondérées selon le genre et l'âge en fonction des données du dernier recensement canadien pour que l'échantillon soit le plus représentatif possible, tant pour chaque région que globalement. Le poids de chaque région a été ajusté pour qu'il corresponde à son poids réel dans la répartition de la population canadienne. Les facteurs de pondération sont présentés en détail à l'annexe A.

Un essai préliminaire a été réalisé auprès de 46 personnes avant le lancement du sondage pour valider la programmation du questionnaire en français et en anglais.

Léger applique les lignes directrices les plus rigoureuses en matière de recherche quantitative. Le sondage a été réalisé dans le respect des normes du gouvernement du Canada pour la recherche sur l'opinion publique applicables aux sondages en ligne.

La méthodologie complète est présentée à l'annexe A.

Synthèse des constats

- Les principales sources de nouvelles des Canadiens n'ont pas changé entre mars 2024 et février 2025 : la télévision occupe la première place (30 %), suivie par les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (26 %), puis les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (17 %).
- La proportion d'électeurs canadiens ayant déclaré voir assez souvent ou très souvent des nouvelles sur la politique canadienne a augmenté significativement, passant de 80 % en mars 2024 à 86 % en février 2025, tout comme la proportion ayant déclaré voir des nouvelles sur la politique des États-Unis (83 % par rapport à 73 % en mars 2024). La proportion des électeurs qui voient assez souvent ou très souvent des nouvelles sur la politique mondiale demeure stable à 68 %. Environ un répondant sur cinq (21 % par rapport à 19 % en mars 2024) affirme voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée.
- Élections Canada arrive de nouveau en seconde place derrière la police quant à la confiance des électeurs dans les institutions, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative : 72 % affirment faire assez ou beaucoup confiance à EC, comparativement à 73 % dans le cas de la police. La confiance envers EC a augmenté significativement par rapport à mars 2024 (69 %), tout comme la

confiance dans le gouvernement fédéral (49 % par rapport à 45 % en mars 2024) et la confiance dans les plateformes de médias sociaux (23 % par rapport à 21 % en mars 2024). La confiance dans les autres institutions n'a guère varié.

- La grande majorité des électeurs (81 %) en février 2025 pensent qu'Élections Canada gère généralement les élections fédérales de façon plutôt équitable ou très équitable; cette proportion n'a guère varié depuis le dernier sondage en mars 2024 (79 %), mais représente tout de même une baisse par rapport à 87 % en avril 2021.
- Parmi les répondants qui pensent qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable, près des deux tiers (63 %) ne donnent pas de raison : 34 % n'ont aucune raison particulière, 15 % ne savent pas, et 14 % préfèrent ne pas répondre. En ce qui a trait aux répondants ayant donné des raisons de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable, ceux-ci invoquent le plus souvent comme raisons l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections (7 %) et l'incertitude quant à l'équité du système électoral (6 %, ce qui représente une augmentation importante par rapport à 2 % en mars 2024).
- Près des trois quarts des électeurs (74 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que, si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, ce soit probablement dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens. Près des deux tiers des répondants (66 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que le gouvernement de manière plus générale propose des changements pour les mêmes raisons. Ces résultats sont demeurés stables depuis mars 2024.
- En février 2025, la diffusion de fausses informations en ligne demeure le type d'entrave au processus électoral que la plus grande proportion d'électeurs (80 %) perçoit comme pouvant avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale, et parmi ces électeurs, une proportion significativement plus élevée croit que ce type d'entrave peut avoir un impact majeur (48 % par rapport à 45 % en mars 2024). Les préoccupations concernant les divers types d'ingérence étrangère ont généralement augmenté depuis avril 2021, l'augmentation la plus importante étant attribuée à la perception de l'impact de pays ou de groupes étrangers utilisant les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens (70 % en février 2025 par rapport à 61 % en avril 2021).
- En février 2025, 4 répondants sur 10 (41 %) pensent que le vote par la poste est sûr et fiable, ce qui représente une augmentation par rapport à mars 2024 (35 %), mais une diminution par rapport à avril 2021 (51 %). Les deux tiers des électeurs canadiens (64 %) pensent que le système électoral en général est sûr et fiable, une proportion semblable à celle de la dernière vague en mars 2024 (63 %), mais inférieure à celle du point de référence d'avril 2021 (74 %).
- La perception quant à la fréquence des types de fraude électorale n'a guère varié depuis mars 2024, à une exception près : une proportion significativement plus élevée d'électeurs canadiens croient qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils ont été déposés dans l'urne (32 % par rapport à 29 % en mars 2024).

- Les deux tiers des répondants (68 %) sont d'accord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement ne se soucie pas beaucoup de ce que des gens comme eux pensent. Environ la moitié des répondants (51 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que la politique et le gouvernement semblent si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas comprendre ce qui se passe. Quatre répondants sur 10 (43 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix. Le niveau d'accord avec l'ensemble des énoncés n'a guère varié par rapport à 2024.
- Un peu moins de la moitié des électeurs (45 %) ne se sentent pas polarisés quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens (proportion qui n'a guère varié depuis mars 2024) : ils ne trouvent pas qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique ni qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. En revanche, 16 % des électeurs se sentent fortement polarisés (ce qui représente une augmentation significative par rapport à 14 % en mars 2024) : ils trouvent qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique dans une mesure modérée ou une large mesure et qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. Environ 4 électeurs sur 10 (40 %) se sentent plutôt polarisés, se situant entre les deux groupes. Globalement, le sentiment de polarisation des répondants est plus souvent fondé sur une affinité avec les gens avec qui ils sont d'accord sur la politique que sur une aversion pour ceux avec qui ils sont en désaccord : 52 % des répondants sont d'avis, dans une mesure modérée ou une large mesure, qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique, et 40 % trouvent qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux sur la politique.
- Les proportions de répondants qui acceptaient en février 2025 la véracité de diverses théories conspirationnistes générales liées au gouvernement ont légèrement augmenté ou sont demeurées stables depuis mars 2024. La théorie voulant que certains événements importants soient le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux demeure la plus acceptée. En effet, 4 personnes sur 10 (46 %, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 42 % en mars 2024) affirment que cela est tout à fait ou probablement vrai. La proportion de répondants qui croient que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme a aussi augmenté significativement (23 % par rapport à 21 % en mars 2024). Le tiers des électeurs canadiens pensent que des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement (36 %, une proportion qui n'a guère varié depuis mars 2024). Généralement, les proportions des personnes ayant des croyances conspirationnistes ont augmenté progressivement depuis avril 2021.

Remarques sur l'interprétation des résultats

Les observations et les points de vue figurant dans le présent document ne reflètent pas ceux d'Élections Canada. Le présent rapport a été préparé par Léger d'après la recherche menée précisément pour ce projet. Cette recherche n'est pas probabiliste : les résultats ne peuvent servir à déterminer les résultats pour l'ensemble de la population canadienne.

Comme un échantillon provenant d'un panel en ligne n'est pas probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur liée à l'échantillonnage pour ce sondage. Les répondants ont été choisis parmi les personnes qui se sont portées volontaires ou se sont inscrites pour participer à des sondages en ligne. Il est statistiquement impossible d'extrapoler les résultats de tels sondages à la population cible. Les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique de la population cible.

Les résultats de ce sondage ne peuvent être comparés à ceux d'autres sondages d'Élections Canada menés auprès des électeurs durant l'élection générale fédérale tenue le 28 avril 2025, en raison de différences sur les plans du modèle et de la méthodologie.

Sauf indication contraire, tous les résultats sont exprimés en pourcentage. Les pourcentages ne totalisent pas toujours 100, du fait qu'ils sont parfois arrondis ou qu'ils peuvent comprendre des mentions multiples. Lorsque possible, des comparaisons avec des résultats provenant de la vague précédente du sondage sont présentées. En ce qui a trait aux graphiques, les bases rapportées correspondent à la base des répondants de la plus récente vague du sondage (c.-à-d. la 5^e vague, désignée par « février 2025 » pour le présent rapport).

Les écarts entre les sous-groupes sont rapportés lorsqu'ils sont statistiquement significatifs (niveau de confiance de 95 %) et sont rapportés uniquement pour la plus récente vague. Quand on rapporte qu'un sous-groupe est plus ou moins susceptible d'avoir fourni une réponse donnée, cela signifie que le résultat de ce sous-groupe est significativement différent du résultat des autres sous-groupes réunis. Par exemple, si les répondants âgés de 18 à 24 ans étaient plus susceptibles d'avoir fourni une réponse donnée, c'est en comparaison avec les résultats de tous les autres répondants, de 25 ans et plus. Soulignons que les mots « significatif » et « significativement » employés dans le rapport renvoient à la signification statistique plutôt qu'à l'ampleur. Enfin, sauf indication contraire, les répondants sont appelés « électeurs ».

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Léger certifie que les produits livrables respectent en tous points les exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique énoncées dans la *Politique sur les communications et l'image de marque* et la *Directive sur la gestion des communications*.

Plus précisément, les produits livrables ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé : 

Sébastien Poitras

Vice-président, Affaires publiques et Communications

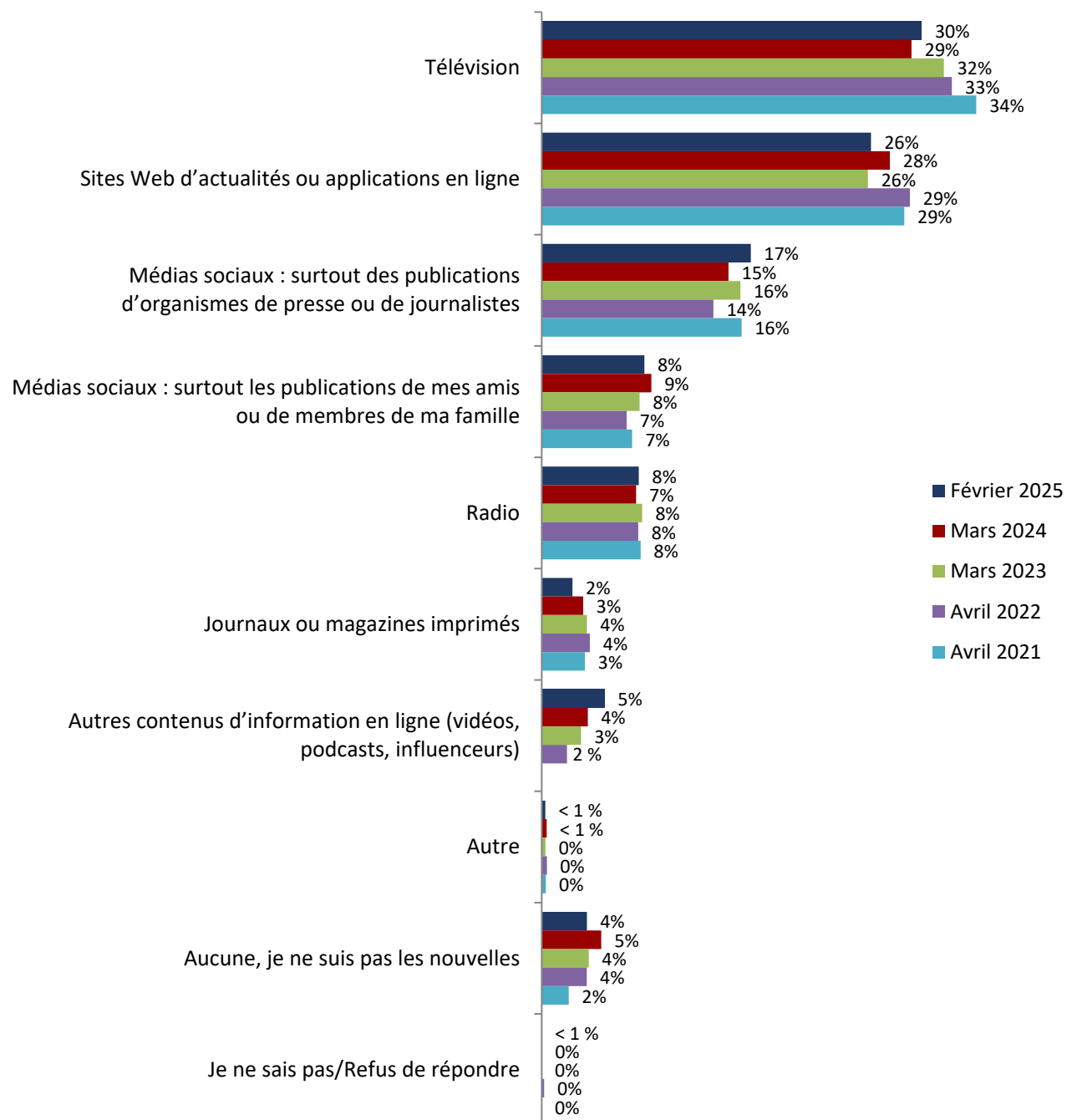
Léger

Résultats détaillés du sondage

Principales sources de nouvelles

En février 2025, environ 3 électeurs sur 10 ont comme principale source de nouvelles la télévision (30 %), tandis qu'un peu plus du quart privilégie les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (26 %). Les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux constituent la troisième principale source de nouvelles (17 %). Moins de 1 électeur sur 10 préfère les publications d'amis ou de membres de la famille sur les médias sociaux (8 %) ou la radio (8 %), et une plus petite proportion privilégie d'autres contenus d'information en ligne (5 %) ou encore les journaux ou les magazines imprimés (2 %). Ces résultats n'ont guère varié depuis mars 2024.

Figure 1 : Principale source de nouvelles



Q : En général, laquelle de ces sources médiatiques est votre principale source d'information?

RÉPONSES MULTIPLES PERMISES.* Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : Le choix de réponse « Autres contenus d'information en ligne (vidéos, podcasts, influenceurs) » a été ajouté en avril 2022; aucune comparaison avec avril 2021 n'a donc été faite.

Les sous-groupes de répondants de février 2025 présentent les écarts notables suivants en ce qui concerne les principales sources de nouvelles :

- Les hommes sont plus susceptibles de consulter les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (30 % par rapport à 23 % des femmes), tandis que les femmes sont plus susceptibles de consulter les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (11 % par rapport à 6 % des hommes). Les femmes sont aussi plus susceptibles de mentionner la télévision (32 %) comme principale source de nouvelles.
- Les jeunes électeurs de 18 à 34 ans sont plus susceptibles de privilégier les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (16 % par rapport à 3 % des 55 ans et plus) ainsi que les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (30 % par rapport à 7 % des 55 ans et plus). Ils sont également plus susceptibles de privilégier les autres contenus d'information en ligne (8 % par rapport à 3 % des 55 ans et plus) et de ne pas suivre les nouvelles (5 % par rapport à 2 % des 55 ans et plus). D'autre part, les répondants âgés de 35 à 54 ans préfèrent le plus souvent les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (32 % par rapport à 22 % de ceux âgés de 18 à 34 ans), tandis que les répondants âgés de 55 ans et plus sont plus susceptibles de privilégier la télévision (49 % par rapport à 11 % de ceux âgés de 18 à 34 ans et 22 % de ceux âgés de 35 à 54 ans) et les journaux ou les magazines imprimés (4 % par rapport à 1 % de ceux âgés de 18 à 34 ans et de 35 à 54 ans).
- Les répondants du Québec sont plus susceptibles de privilégier la télévision (37 % par rapport à 27 % de ceux de l'Ontario) ou la radio (11 % par rapport à 5 % de ceux de la Colombie-Britannique). Les répondants du Manitoba et de la Saskatchewan sont plus susceptibles de ne pas suivre les nouvelles (8 %).
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine sont plus susceptibles de préférer comme principale source de nouvelles les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (28 % par rapport à 23 % de ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville) ainsi que les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (18 % par rapport à 13 % de ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville). D'autre part, les électeurs habitant dans une région rurale ou une petite ville sont plus susceptibles de consulter les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (10 % par rapport à 7 % de ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine).
- Les électeurs ayant fait quelques cours universitaires sont plus susceptibles de préférer les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (31 % par rapport à 17 % de ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires) ainsi que les publications d'organismes de presse ou de journalistes (19 %), tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (13 %) le sont moins. D'autre part, les électeurs détenant au plus un diplôme d'études secondaires (39 %) sont plus susceptibles de préférer la télévision comme principale source de nouvelles par rapport à ceux ayant fait quelques cours universitaires (25 %). Les électeurs détenant au plus un diplôme d'études secondaires sont plus susceptibles de ne pas suivre les nouvelles (6 % par rapport à 2 % de ceux ayant fait quelques cours universitaires). Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier sont plus susceptibles de préférer les publications de leurs amis et de membres de leur famille sur les médias sociaux (10 % par rapport à 7 % de ceux ayant fait quelques cours universitaires).

- Les électeurs non autochtones sont plus susceptibles de déclarer comme principale source de nouvelles la télévision (31 % par rapport à 17 % des électeurs autochtones) ainsi que les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (27 % par rapport à 14 % des électeurs autochtones). D'autre part, les électeurs autochtones sont plus susceptibles de préférer les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (31 %) par rapport aux électeurs non autochtones (16 %).
- Les citoyens canadiens de naissance (32 %) sont plus susceptibles de préférer la télévision comme principale source de nouvelles que les Canadiens naturalisés (24 %). D'autre part, les Canadiens naturalisés sont plus susceptibles de déclarer comme principale source de nouvelles les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (21 % par rapport à 15 % des électeurs nés au Canada).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique sont plus susceptibles d'opter pour les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (29 % par rapport à 19 % de ceux qui ne s'y intéressent pas) et la télévision (32 % par rapport à 26 %). D'autre part, les répondants qui ne s'intéressent pas à la politique sont plus susceptibles de consulter les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (15 % par rapport à 6 % de ceux qui s'y intéressent) ou de tout simplement ne pas suivre les nouvelles (8 % par rapport à 2 %).
- Les votants assidus⁵ sont plus susceptibles de choisir la télévision (34 % par rapport à 20 % des votants occasionnels) et les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (28 % par rapport à 21 %), tandis que les votants occasionnels sont plus susceptibles de préférer les publications de leurs amis et de membres de leur famille sur les médias sociaux (14 % par rapport à 6 % des votants assidus), les publications d'organismes de presse ou de journalistes sur les médias sociaux (22 % par rapport à 15 %) et d'autres contenus d'information en ligne (8 % par rapport à 4 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste sont plus susceptibles de choisir les sites Web ou applications en ligne d'actualités comme principale source de nouvelles (34 %), tandis que ceux ayant quelques croyances conspirationnistes sont plus susceptibles de choisir la télévision (32 %). D'autre part, ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes sont plus susceptibles de préférer comme principale source de nouvelles les publications d'organismes de presse ou de journalistes (22 %), les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (14 %) et d'autres contenus en ligne (9 %).
- Les répondants ayant déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique canadienne sont plus susceptibles d'indiquer comme principale source de nouvelles la télévision (33 %) et les sites Web d'actualités ou les applications en ligne (28 %), tandis que ceux ayant déclaré voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée, sont plus susceptibles d'indiquer les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (17 %) comme principale source de nouvelles ou de ne pas suivre les nouvelles (14 %). Les répondants ayant déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne, sont plus susceptibles de mentionner comme

⁵Le terme « votants assidus » désigne les personnes ayant rapporté avoir voté, depuis qu'elles en ont le droit, à toutes ou à la plupart des élections (municipales, provinciales ou fédérales). Le terme « votants occasionnels » désigne les électeurs n'ayant rapporté avoir voté qu'à peu d'élections ou à aucune élection.

principale source de nouvelles les publications de leurs amis ou de membres de leur famille sur les médias sociaux (21 %).

- Les répondants qui ne se sentent pas polarisés sont plus susceptibles de choisir la télévision comme principale source de nouvelles (33 % par rapport à 28 % de ceux qui se sentent plutôt polarisés). D'autre part, ceux qui se sentent plutôt polarisés sont plus susceptibles de préférer les publications d'organismes de presse ou de journalistes comme principale source de nouvelles (20 % par rapport à 13 % de ceux qui ne se sentent pas polarisés). Les répondants qui se sentent fortement polarisés sont plus susceptibles de déclarer les autres contenus en ligne comme principale source de nouvelles (8 %).

Région sur laquelle portent les sources de nouvelles

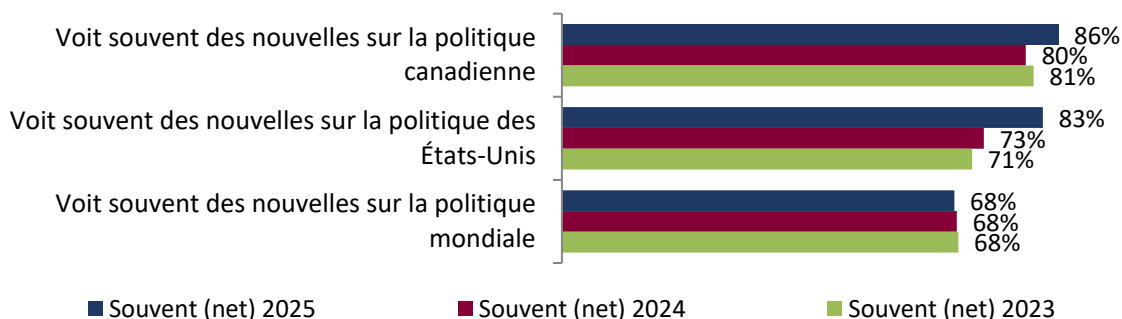
En pensant à leur principale source de nouvelles, 86 % des répondants ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique canadienne (une augmentation importante par rapport à 80 % en mars 2024), dont 51 % disant en voir très souvent (par rapport à 43 % en mars 2024). Une proportion semblable des répondants (83 %, augmentation significative par rapport à 73 % en mars 2024) ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis (50 % très souvent, par rapport à 35 % en mars 2024), et 68 % ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique mondiale (24 % très souvent). Ce résultat n'a guère varié depuis mars 2024.

Parmi les 13 % qui voient rarement des nouvelles sur la politique canadienne, les répondants se répartissent comme suit selon qu'ils voient souvent ou non des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée :

- 4 % des répondants ont déclaré voir souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (ce qui représente une baisse significative, bien que légère, par rapport à 5 % en mars 2024);
- 9 % des répondants ont déclaré voir rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (ce qui représente une baisse significative par rapport à 13 % en mars 2024).

L'augmentation parallèle entre les répondants déclarant voir des nouvelles concernant la politique canadienne et la politique des États-Unis peut être due aux récents événements se produisant dans chaque pays (par exemple, l'inauguration présidentielle américaine, la démission du premier ministre canadien), mais aussi à la couverture médiatique des relations entre le Canada et les États-Unis, comme des échanges commerciaux.

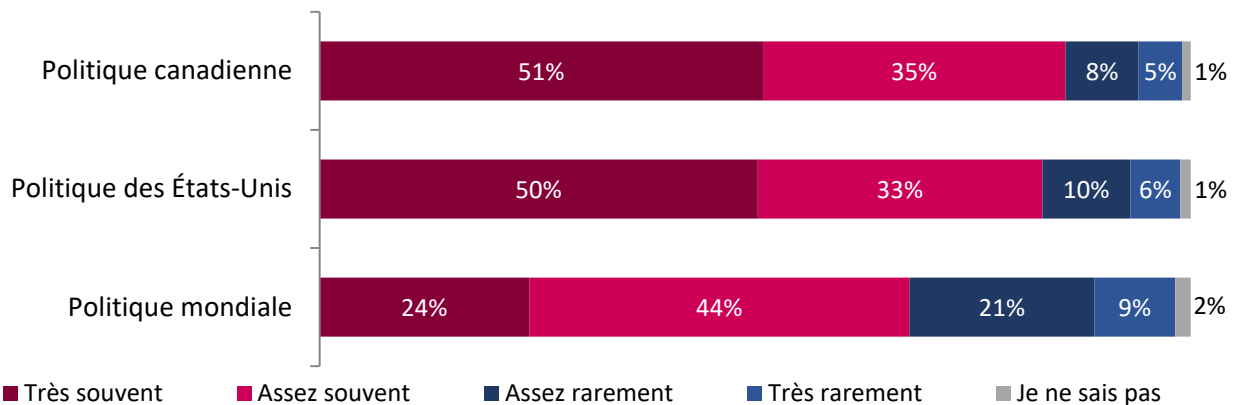
Figure 2 : Fréquence d'exposition aux nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis et la politique mondiale (résultats principaux)



Q: En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : À des fins d'analyse, on a calculé une fréquence d'exposition nette en additionnant le nombre de réponses « très souvent » et « assez souvent ». Cette question a été ajoutée en mars 2023.

Figure 3 : Fréquence d'exposition aux nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis et la politique mondiale (résultats détaillés de février 2025)



Q : En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde? Base : tous les répondants (n = 2 504).

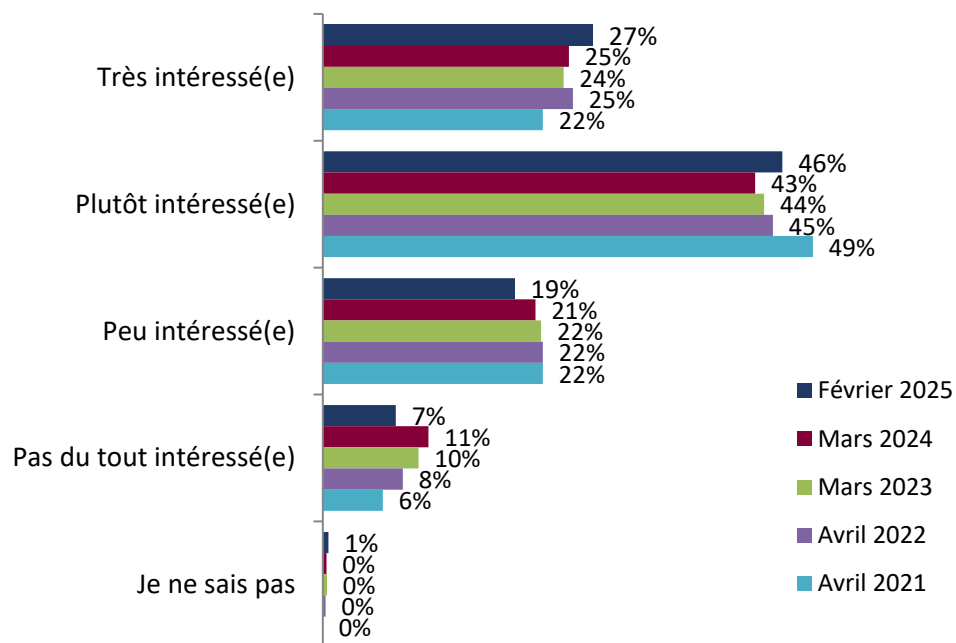
La probabilité de voir des nouvelles sur la politique canadienne varie entre les groupes démographiques suivants :

- Les hommes (89 %) sont plus susceptibles que les femmes (83 %) de voir des nouvelles sur la politique canadienne.
- Les répondants de plus de 55 ans (92 %) sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux âgés de 18 à 34 ans (77 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (88 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (81 %).
- Les répondants ayant au moins un diplôme universitaire (89 %) sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (78 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (95 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux qui ne s'y intéressent pas (62 %).
- Les votants assidus (90 %) sont plus susceptibles d'en voir que les votants occasionnels (75 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (90 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux n'en ayant pas (71 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (91 %) sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux en ayant quelques-unes (82 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (91 %) sont plus susceptibles d'en voir que ceux qui sont méfiants (84 %).
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés ou fortement polarisés (91 % chacun) quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d'en voir, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés le sont moins (79 %).

Intérêt pour la politique

La plupart des électeurs sont intéressés par la politique (73 %, augmentation significative par rapport à 68 % en mars 2024), dont 1 électeur sur 4 (27 %) qui est très intéressé et plus de 4 électeurs sur 10 (46 %) qui sont plutôt intéressés. En revanche, environ 1 électeur sur 4 (26 %) n'est pas intéressé par la politique, dont 1 électeur sur 5 (19 %) qui est peu intéressé et moins de 1 électeur sur 10 (7 %) qui n'est pas du tout intéressé.

Figure 4 : Intérêt pour la politique



Q : En règle générale, dans quelle mesure êtes-vous intéressé(e) par la politique? Base : tous les répondants (n = 2 504).

L'intérêt pour la politique varie entre les groupes suivants :

- Les hommes (81 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique que les femmes (65 %).
- Les électeurs âgés de 55 ans et plus (77 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique, tandis que les électeurs âgés de 35 à 54 ans (70 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (80 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique, tandis que les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (59 %) et ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (70 %) le sont moins.
- Les répondants vivant en Colombie-Britannique (79 %) et en Ontario (76 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique, tandis que ceux vivant au Québec (64 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (76 %) sont plus susceptibles d'être intéressés par la politique que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (67 %).

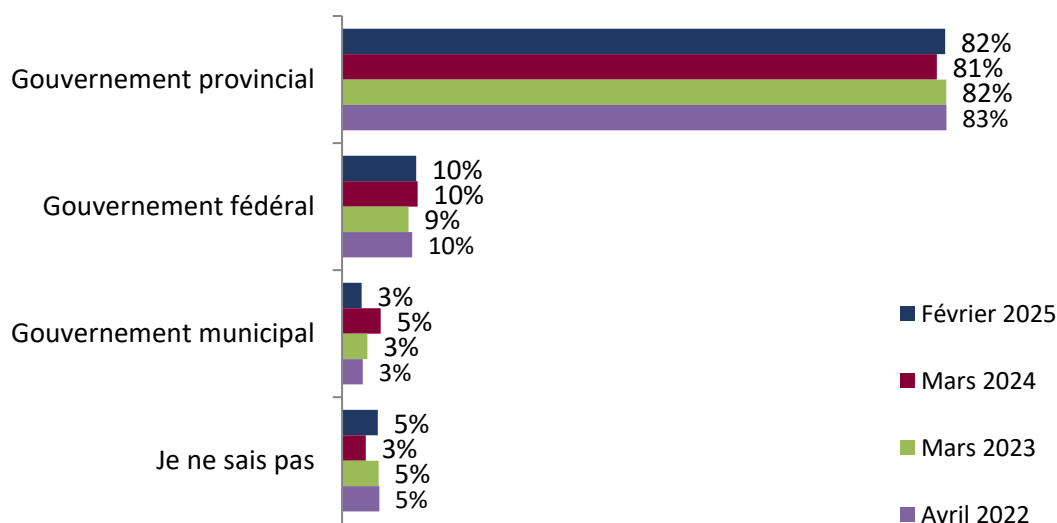
- Les votants assidus (78 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que les votants occasionnels (60 %).
- Les répondants ayant voté à l’élection générale fédérale de 2021 (77 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux qui avaient le droit de vote, mais n’ont pas voté (66 %)⁶.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (77 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux n’en ayant pas (58 %).
- Les électeurs n’ayant aucune croyance conspirationniste (82 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux en ayant quelques-unes (67 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (79 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique que ceux qui sont méfiants (70 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (81 %) sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (50 %), et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (20 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (79 %) ou fortement (86 %) polarisés quant à la manière dont ils s’identifient à d’autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d’être intéressés par la politique, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (63 %) le sont moins.

Connaissance des compétences provinciales

La grande majorité des électeurs (82 %) en février 2025 sait que le gouvernement provincial est principalement responsable de l’éducation, tandis que 1 électeur sur 10 (10 %) attribue cette compétence au gouvernement fédéral. Dans des proportions plus faibles, quelques répondants pensent que cette compétence relève du gouvernement municipal (3 %), alors que d’autres ne connaissent pas la réponse (5 %). Ces résultats n’ont guère varié depuis leur première mesure en avril 2022.

⁶Une élection générale fédérale s’est tenue le 20 septembre 2021, soit entre les vagues d’avril 2021 et d’avril 2022 du sondage.

Figure 5 : Connaissance des compétences provinciales



Q : À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu l'éducation? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils attribuent la responsabilité de l'éducation au gouvernement provincial :

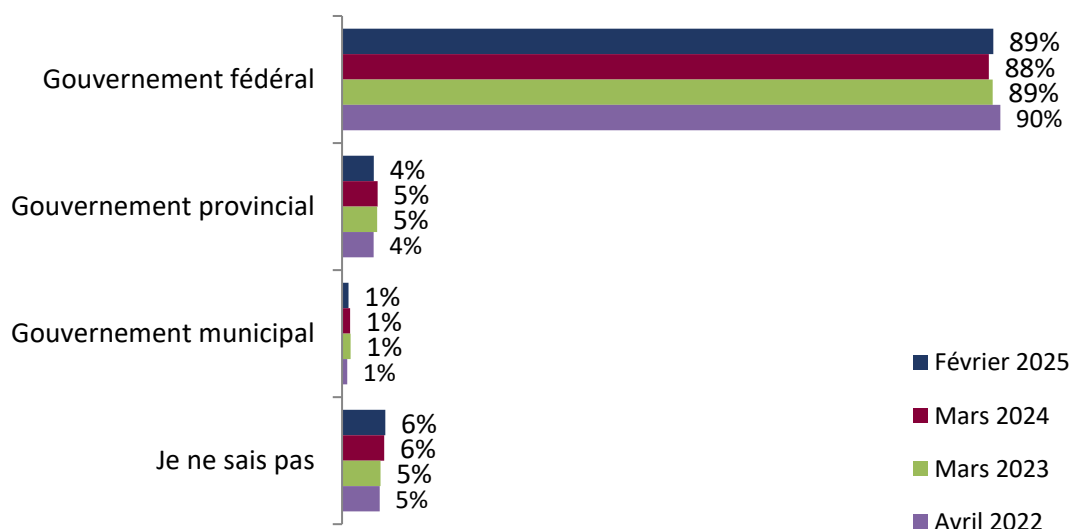
- Les hommes (84 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les femmes (80 %).
- Les répondants de 55 ans et plus (89 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial, tandis que les 18 à 34 ans (72 %) le sont moins.
- Les répondants du Québec (85 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (84 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial.
- Les répondants ayant fait quelques cours universitaires (86 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (73 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (83 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les répondants autochtones (70 %).
- Les citoyens canadiens de naissance (84 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les Canadiens naturalisés (77 %).
- Les répondants non handicapés (83 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les répondants handicapés (78 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (86 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que ceux qui ne s'y intéressent pas (73 %).
- Les votants assidus (88 %) sont plus susceptibles d'attribuer l'éducation au gouvernement provincial que les votants occasionnels (67 %).

- Les répondants ayant voté en 2021 (87 %) sont plus susceptibles d’attribuer l’éducation au gouvernement provincial que ceux qui avaient le droit de vote, mais n’ont pas voté (72 %).
- Les répondants n’ayant aucune croyance conspirationniste (92 %) sont plus susceptibles d’attribuer l’éducation au gouvernement provincial, tandis que ceux en ayant quelques-unes (81 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (70 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (85 %) sont plus susceptibles d’attribuer l’éducation au gouvernement provincial, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (67 %) et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (66 %), le sont moins.

Connaissance des compétences fédérales

La grande majorité des électeurs en février 2025 connaît les compétences fédérales : 9 répondants sur 10 (89 %) savent que le gouvernement fédéral est principalement responsable de la défense. De faibles proportions d’électeurs pensent que cette compétence relève du gouvernement provincial (4 %) ou du gouvernement municipal (1 %) ou ne connaissent pas la réponse (6 %). Ces résultats n’ont guère varié depuis leur première mesure en avril 2022.

Figure 6 : Connaissance des compétences fédérales



Q : À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu la défense? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : Comme cette question a été ajoutée en avril 2022, aucune comparaison n’est possible avec les résultats d’avril 2021.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils attribuent la responsabilité de la défense au gouvernement fédéral :

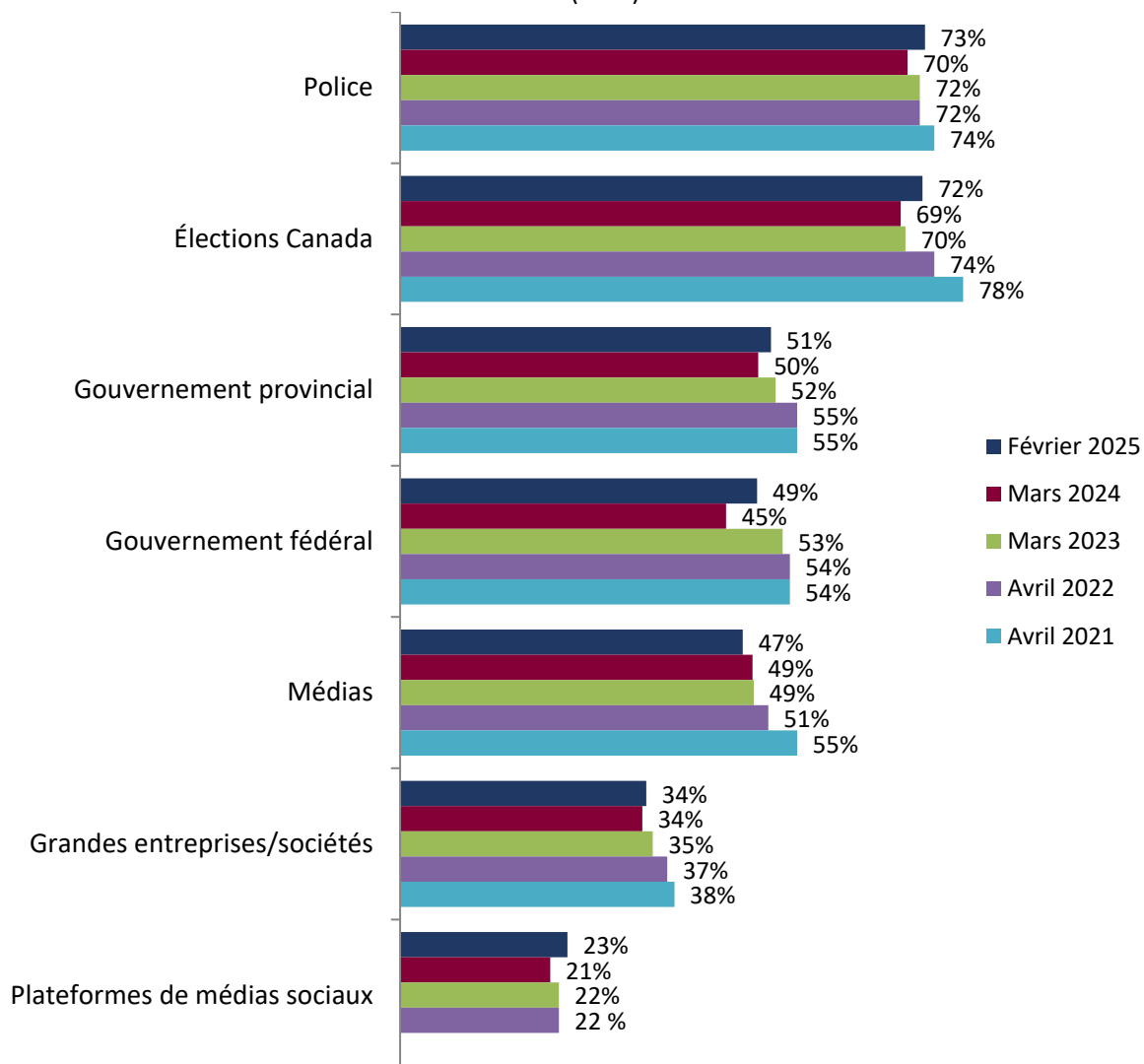
- Les hommes (90 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les femmes (87 %).
- Les répondants âgés de 55 ans et plus (95 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux âgés de 18 à 34 ans (77 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (91 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (86 %).
- Les répondants non autochtones (90 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les répondants autochtones (80 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (92 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d’études secondaires (80 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (93 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que ceux qui ne s’y intéressent pas (80 %).
- Les votants assidus (94 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les votants occasionnels (74 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (94 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que les personnes n’ayant pas voté en 2021 (77 %).
- Les répondants n’ayant aucune croyance conspirationniste (97 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux en ayant quelques-unes (85 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (86 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (95 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral que ceux qui sont méfiants (87 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (92 %) sont plus susceptibles d’attribuer la défense au gouvernement fédéral, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (79 %) et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (71 %), le sont moins.

Confiance dans les institutions canadiennes

On a demandé aux répondants s'ils font confiance à sept institutions canadiennes, listées en ordre aléatoire. La plus grande proportion de répondants (73 %) affirme faire beaucoup ou assez confiance à la police, et environ la même proportion de répondants (72 %) dit faire confiance à Élections Canada, bien que la différence ne soit pas statistiquement significative. Près de la moitié des répondants affirme faire confiance au gouvernement provincial (51 %), au gouvernement fédéral (49 %, par rapport à 45 % en mars 2024) et aux médias (47 %). Environ le tiers des répondants (34 %) fait confiance aux grandes entreprises et sociétés, et seulement un peu plus de 1 électeur sur 5 (23 %, par rapport à 21 % en mars 2024) fait confiance aux plateformes de médias sociaux.

En février 2025, une proportion légèrement plus élevée de répondants affirme faire confiance à EC par rapport à mars 2024 (69 %), mais cette proportion représente tout de même une baisse par rapport au point de référence d'avril 2021 (78 %).

Figure 7 : Confiance dans les institutions canadiennes (suivi)



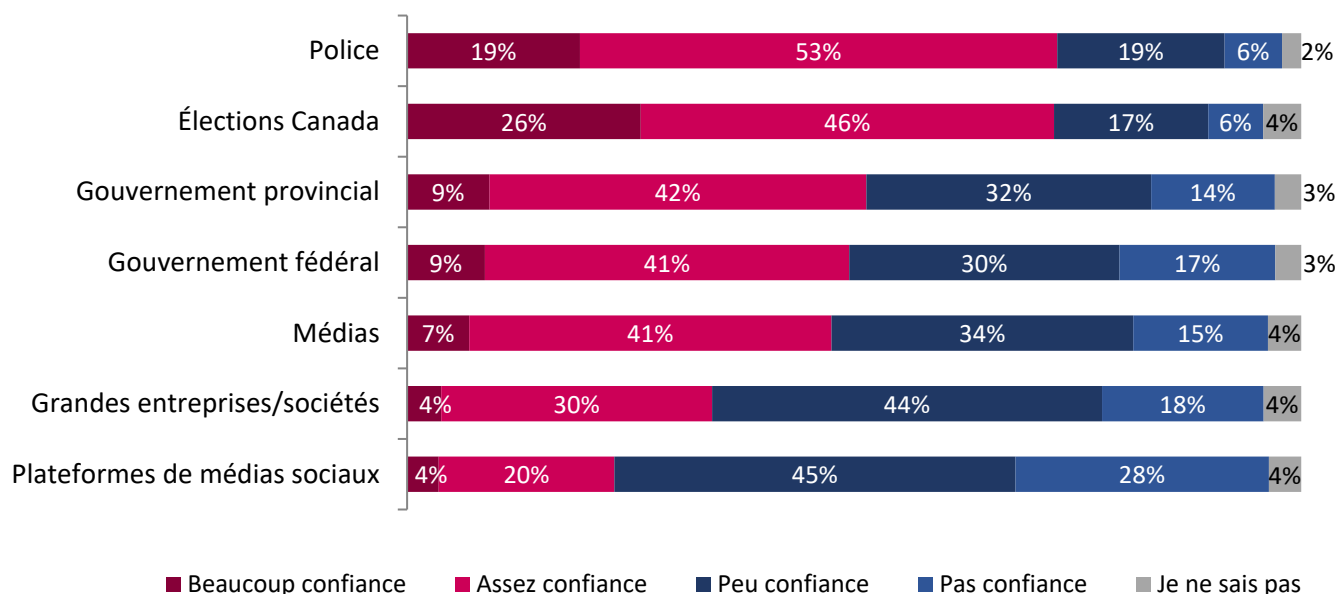
Q : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions suivantes au Canada? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque 1 : À des fins de comparaison, on a calculé la confiance nette en additionnant le nombre de réponses « beaucoup confiance » et « assez confiance ».

Remarque 2 : Comme le choix de réponse « Plateformes de médias sociaux » a été ajouté en avril 2022, aucune comparaison n'est possible avec les résultats d'avril 2021.

Les résultats détaillés du sondage montrent qu'en février 2025, Élections Canada est l'institution en laquelle la plus grande proportion d'électeurs (26 %) affirme avoir beaucoup confiance, comparativement à la police (19 %), aux gouvernements fédéral et provincial (9 % chacun), aux médias (7 %) ainsi qu'aux grandes entreprises/sociétés et aux plateformes de médias sociaux (4 %). Cette tendance est observée dans toutes les vagues précédentes du sondage.

Figure 8 : Confiance dans les institutions canadiennes (résultats détaillés de février 2025)



Q : Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions suivantes au Canada? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils font beaucoup confiance ou assez confiance à EC⁷ :

- Les électeurs âgés de 55 ans et plus (79 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que les électeurs âgés de 18 à 34 ans (63 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (76 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (66 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (81 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (68 %) ou ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (60 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (73 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les répondants autochtones (58 %).
- Les répondants immigrants (79 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les répondants non immigrants (72 %).
- Les répondants non handicapés (74 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les répondants handicapés (64 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (80 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux qui ne s'y intéressent pas (53 %).
- Les votants assidus (78 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les votants occasionnels (57 %).

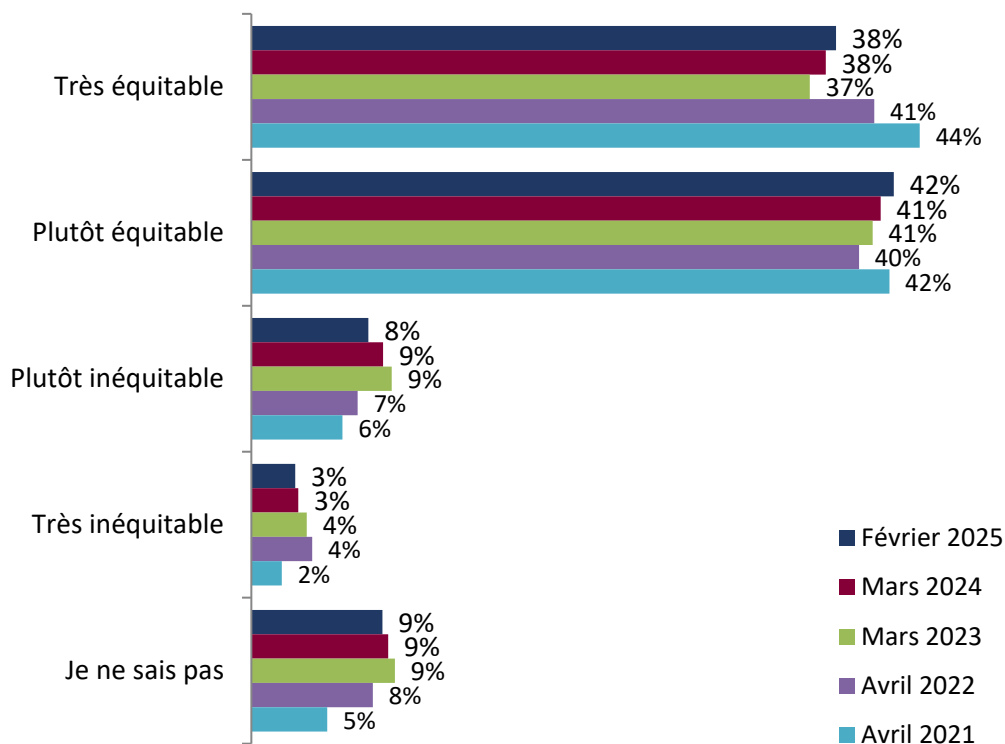
⁷La confiance de chaque sous-groupe accordée à d'autres institutions est indiquée dans les tableaux de données accompagnant le présent rapport.

- Les personnes ayant voté en 2021 (78 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que les personnes n’ayant pas voté (64 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (78 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux n’en ayant pas (54 %).
- Les électeurs n’ayant aucune croyance conspirationniste (92 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que les électeurs en ayant quelques-unes (67 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (54 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (88 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC que ceux qui sont méfiants (65 %).
- Les personnes qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (77 %) sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que celles qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (53 %) et celles qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (43 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement (80 %) ou plutôt (76 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de faire confiance à EC, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (66 %) le sont moins.

Opinion sur l’équité des élections fédérales

En règle générale, la majorité des électeurs (81 %) en février 2025 pense qu’Élections Canada gère les élections fédérales de façon équitable : près de la moitié d’entre eux (38 %) pense qu’il gère les élections de manière très équitable, et l’autre moitié (42 %), de manière plutôt équitable. Par contre, 11 % des électeurs croient qu’EC gère les élections de façon inéquitable : 8 % croient qu’EC les gère de manière plutôt inéquitable, et 3 %, de manière très inéquitable. Ces résultats n’ont guère varié depuis mars 2024.

Figure 9 : Équité d'Élections Canada pour la gestion des élections fédérales



Q : En pensant aux élections fédérales en général, dans quelle mesure diriez-vous qu'Élections Canada gère les élections de façon équitable ou inéquitable? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient qu'EC gère les élections fédérales de façon équitable :

- Les hommes (83 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les femmes (79 %).
- Les électeurs âgés de 55 ans et plus (87 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que les électeurs âgés de 18 à 34 ans (72 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (84 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (76 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (87 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (70 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (82 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les répondants autochtones (69 %).
- Les répondants immigrants (87 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les répondants non immigrants (81 %).

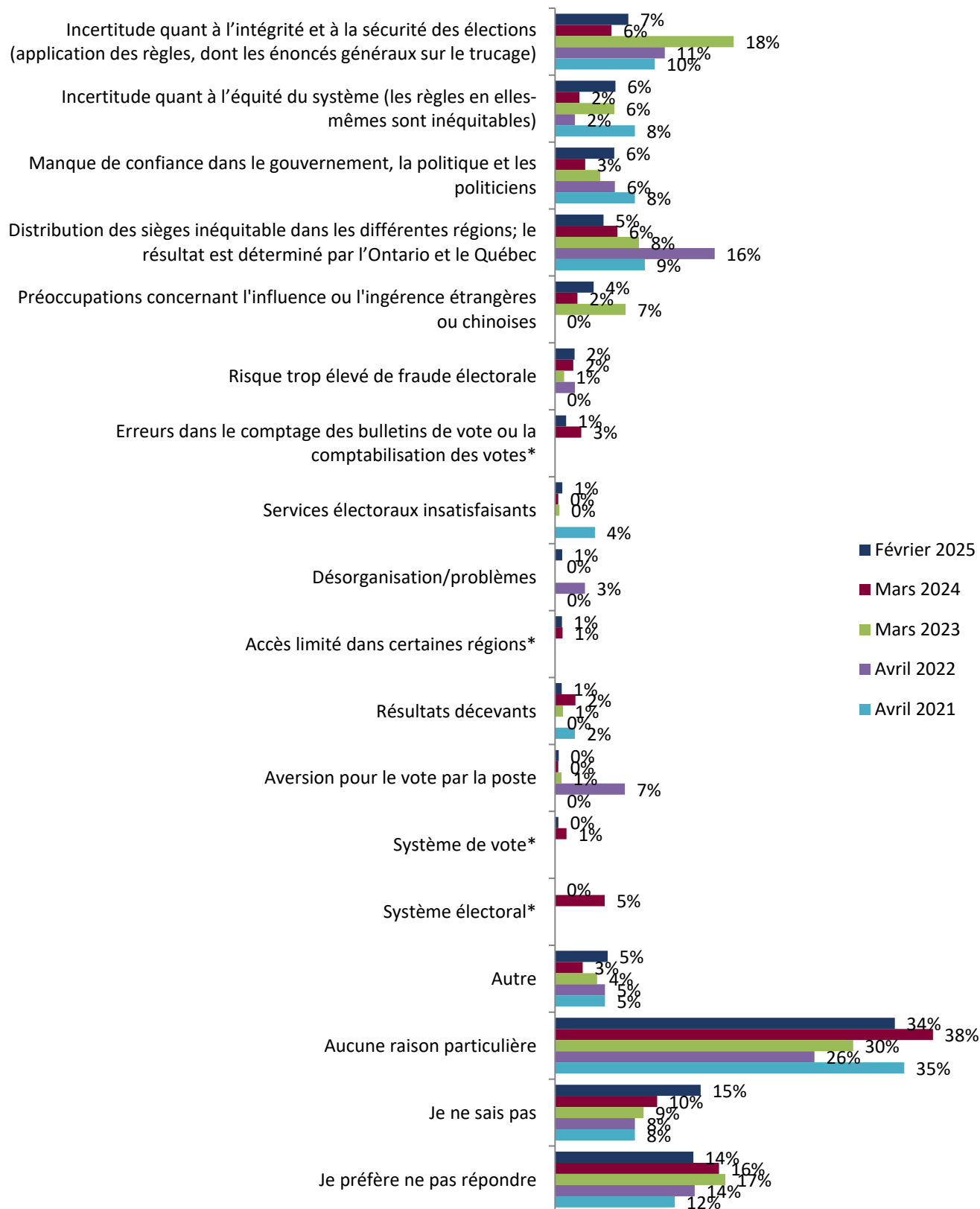
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (87 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux qui ne s'y intéressent pas (65 %).
- Les votants assidus (86 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les votants occasionnels (67 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (86 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que les personnes n'ayant pas voté en 2021 (70 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (85 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux n'en ayant pas (65 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (94 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (77 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (69 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (92 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable que ceux qui sont méfiants (76 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (85 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (68 %) et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (54 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés sur le plan politique (85 %) sont plus susceptibles de penser qu'EC gère les élections de façon équitable, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (76 %) le sont moins.

Raisons de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable

Parmi les 11 % de répondants en février 2025 qui pensent qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable, plus du tiers (37 %) donnent une raison qui explique cette opinion. Les deux tiers restants (63 %) ne donnent pas de raison particulière (34 %), ne savent pas (15 %) ou préfèrent ne pas répondre (14 %).

Les raisons les plus courantes de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable sont les suivantes : incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections ou croyance que les élections sont « truquées » (7 %); incertitude quant à l'équité du système (6 %, par rapport à 2 % en mars 2024); manque de confiance général dans le gouvernement et les politiciens (6 %); distribution régionale inéquitable des sièges ou permettant que le résultat soit déterminé par l'Ontario et le Québec (5 %); préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangère/chinoise (4 %). D'autres raisons ont été mentionnées dans une moindre mesure.

Figure 10 : Raisons de penser qu'Élections Canada ne gère pas les élections de façon équitable



Q : Avez-vous une raison particulière de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable? RÉPONSES SPONTANÉES**

Base : répondants qui ont dit qu'Élections Canada gère les élections de façon plutôt ou très inéquitable (n = 254).

*Nouvelles réponses données en 2024.

**Comme les répondants pouvaient donner plus d'une réponse, le total peut dépasser 100 %.

Les sous-groupes de répondants présentent les écarts notables suivants en ce qui concerne les raisons de penser qu'EC gère les élections de façon inéquitable :

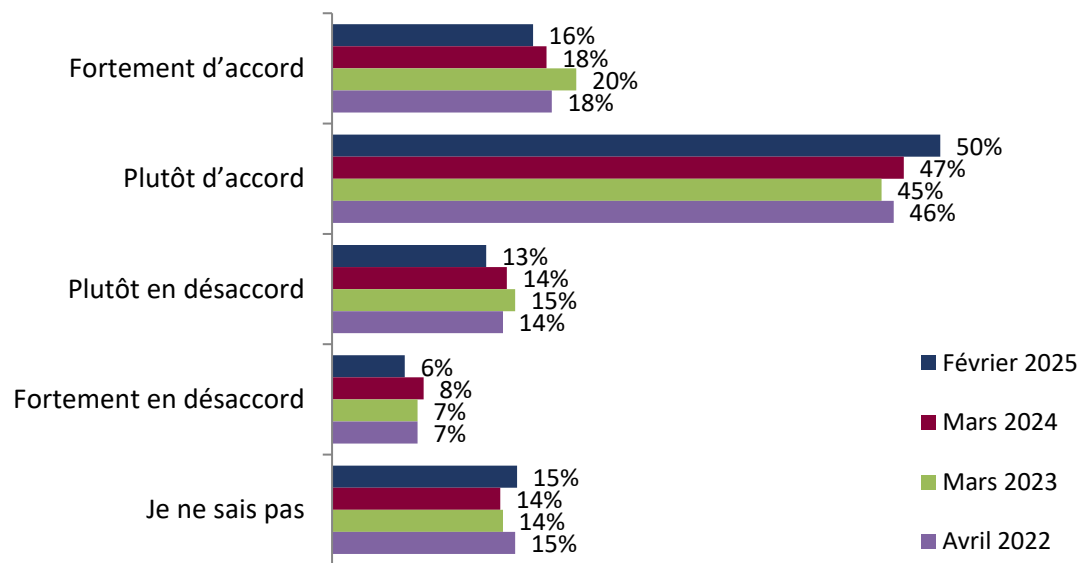
- Les femmes (45 %) sont plus susceptibles de ne mentionner aucune raison particulière que les hommes (23 %). Les répondants âgés de 35 à 54 ans (43 % par rapport à 23 % chez ceux âgés de 55 ans et plus), les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (43 % par rapport à 29 % chez ceux en ayant) et les répondants ayant tendance à se méfier des gens (38 %) sont également plus susceptibles de ne mentionner aucune raison particulière.
- Les répondants âgés de 18 à 34 ans (13 % par rapport à 3 % de ceux âgés de 35 à 54 ans), les électeurs de la Colombie-Britannique (20 %) et les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (13 %) ont plus souvent mentionné l'incertitude quant à l'intégrité et à la sécurité des élections concernant l'application des règles, dont les énoncés généraux sur le trucage.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (8 %) ainsi que ceux qui sont intéressés par la politique (9 % par rapport à 2 % de ceux qui ne s'y intéressent pas) sont plus susceptibles de mentionner l'incertitude quant à l'équité du système et l'iniquité des règles elles-mêmes.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (8 % par rapport à 2 % de ceux n'en ayant pas) sont plus susceptibles de mentionner le manque de confiance dans le gouvernement, la politique et les politiciens.
- Les votants assidus (7 % par rapport à 1 % des votants occasionnels) et ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (6 % par rapport à 0 % de ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale) sont plus susceptibles de mentionner la distribution régionale des sièges inéquitable ou permettant que le résultat soit déterminé par l'Ontario et le Québec.
- Les hommes (7 % par rapport à 1 % des femmes), les répondants âgés de 55 ans et plus (11 %), les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (6 % par rapport à 1 % de ceux n'en ayant pas) et les gens qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (6 % par rapport à 0 % de ceux qui n'en voient pas) sont plus susceptibles de mentionner les préoccupations concernant l'influence ou l'ingérence étrangères.

Confiance relative aux changements électoraux

On a mené une expérience d'échantillon fractionné afin d'étudier si les électeurs font généralement confiance au gouvernement pour proposer des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent et s'ils font expressément confiance à Élections Canada pour proposer de tels changements.

Pour l'une des moitiés de l'échantillon fractionné, deux tiers des répondants (66 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que, si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, ce soit probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens : 16 % sont fortement d'accord, et 50 %, plutôt d'accord. Inversement, un répondant sur cinq (19 % par rapport à 22 % en mars 2024) est en désaccord avec l'énoncé, 13 % de ces répondants étant plutôt en désaccord, et 6 %, fortement en désaccord; 15 % des répondants disent ne pas savoir. Les résultats pour les deux versions de l'énoncé n'ont guère varié par rapport à mars 2024.

Figure 11 : Confiance relative aux changements électoraux (gouvernement)



Q : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

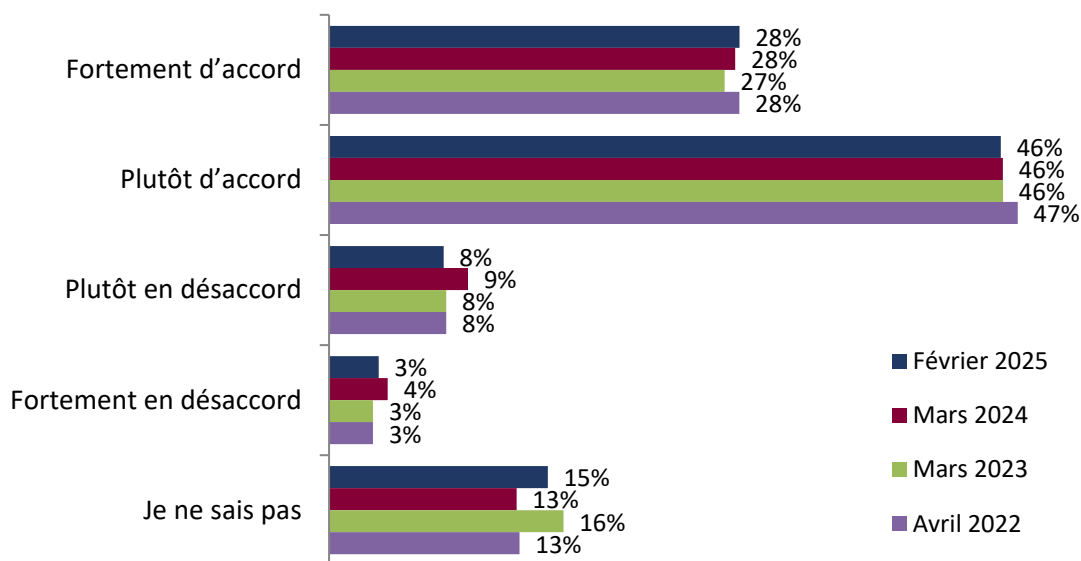
Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'énoncé voulant que le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens :

- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine (69 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (62 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (70 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants non handicapés sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (68 % par rapport à 56 % des répondants handicapés).

- Les Canadiens naturalisés sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (77 % par rapport à 65 % des répondants nés au Canada).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (70 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui ne s'y intéressent pas (56 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (77 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux en ayant quelques-unes (62 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui sont méfiants (63 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (69 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (56 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt polarisés (72 %) quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens sur le plan politique sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (61 %) le sont moins.

Pour l'autre moitié de l'échantillon fractionné, une plus grande proportion des répondants (74 %) sont d'accord avec l'énoncé voulant que, si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, ce soit probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens : 28 % sont fortement d'accord, et 46 %, plutôt d'accord. Inversement, 8 % des répondants sont plutôt en désaccord avec l'énoncé, et 3 %, fortement en désaccord, alors que 15 % disent ne pas savoir. Ces résultats n'ont guère varié depuis leur première mesure en avril 2022.

Figure 12 : Confiance relative aux changements électoraux (Élections Canada)



Q : Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?

Si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

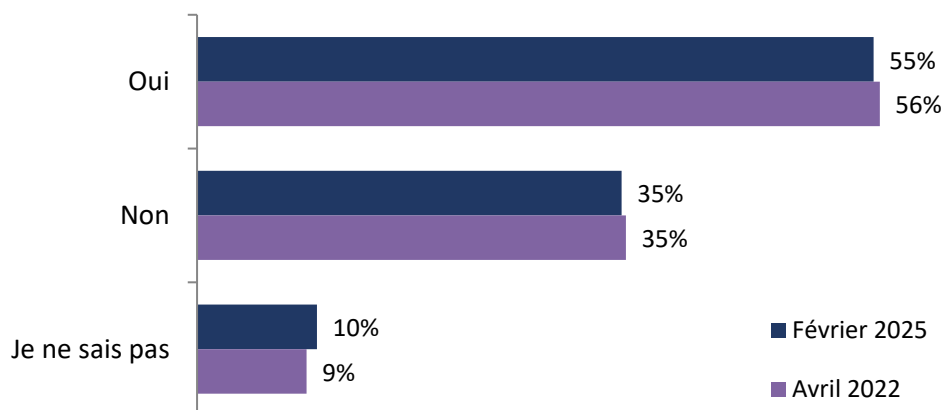
Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord qu'EC propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent dans le but de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens :

- Les électeurs de 55 ans et plus (79 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que les 35 à 54 ans (70 %) le sont moins.
- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (77 %).
- Les répondants détenant au moins un diplôme universitaire (82 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (61 %) le sont moins.
- Les Canadiens naturalisés sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (80 %).
- Les répondants non autochtones (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les répondants autochtones (49 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (79 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui ne s'y intéressent pas (61 %).
- Les votants assidus (77 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants occasionnels (65 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (78 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (76 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux n'en ayant pas (66 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (87 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux en ayant quelques-unes (68 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (67 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (84 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui sont méfiants (71 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (77 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (48 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt ou fortement polarisés sur le plan politique (80 % respectivement) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (66 %) le sont moins.

Carte d'information de l'électeur électronique

Lorsqu'il y a une élection fédérale, Élections Canada envoie par la poste à chaque électeur inscrit une carte d'information de l'électeur (CIE) indiquant où et quand voter. En février 2025, la majorité des électeurs (55 %) affirme que, s'ils avaient l'option, ils choisiraient de recevoir la carte d'information de l'électeur par voie électronique plutôt que par la poste, tandis qu'environ le tiers (35 %) préfère la recevoir par la poste, et que 1 électeur sur 10 (10 %) dit ne pas savoir. Ces résultats n'ont guère varié depuis leur dernière mesure en avril 2022.

Figure 13 : Préférence pour l'utilisation d'une carte d'information de l'électeur électronique



Q : Lorsqu'il y a une élection fédérale, Élections Canada envoie par la poste à chaque électeur inscrit une carte d'information de l'électeur indiquant où et quand voter. Mais vous avez peut-être l'habitude de recevoir des documents tels que les états de compte bancaire par voie électronique, par courriel ou sur un site Web.

Si vous aviez l'option, choisiriez-vous de recevoir votre carte d'information de l'électeur par voie électronique plutôt que par la poste? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils choisiraient de recevoir la carte d'information de l'électeur par voie électronique plutôt que par la poste :

- Les femmes sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique (57 %).
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (59 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (49 %).
- Les répondants de 18 à 34 ans (62 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique, tandis que les 55 ans et plus (49 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (61 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (44 %) le sont moins.
- Les Canadiens naturalisés (65 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique que les citoyens canadiens de naissance (54 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (57 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique que ceux qui ne s'y intéressent pas (52 %).
- Les personnes n'ayant voté pas en 2021 (62 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique que les personnes ayant voté en 2021 (54 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (63 %) sont plus susceptibles de choisir une CIE électronique, tandis que ceux en ayant quelques-unes (50 %) le sont moins.

Entrave au processus électoral

On a demandé aux répondants s'ils pensent que différents types d'entrave au processus électoral pourraient avoir un impact sur le résultat de la prochaine élection fédérale au Canada.

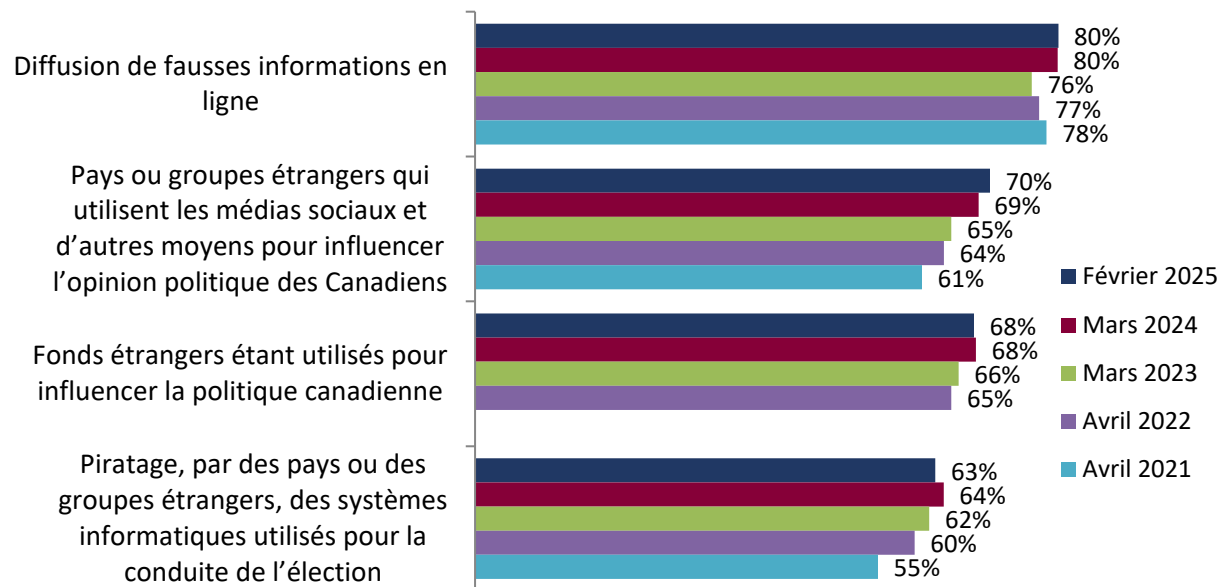
La plus grande proportion d'électeurs (80 %) en février 2025 pense que la diffusion de fausses informations en ligne pourrait avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale, 48 % pensant que cet élément pourrait avoir un impact majeur par rapport à 45 % en mars 2024.

La deuxième plus grande proportion de répondants (70 %) estime que les pays ou les groupes étrangers utilisant les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact (34 % pensant que l'impact pourrait être majeur par rapport à 30 % en mars 2024), suivie de près par la proportion de répondants (68 %) qui pense que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact (33 % pensant que l'impact pourrait être majeur par rapport à 30 % en mars 2024).

Enfin, 6 électeurs sur 10 (63 %) pensent que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact (33 % pensant que l'impact pourrait être majeur).

Ces résultats n'ont guère varié depuis mars 2024. Par contre, outre les préoccupations relatives à la diffusion de fausses informations, celles concernant d'autres types d'entrave au processus électoral ont généralement augmenté depuis avril 2021.

Figure 14 : Perception de l'impact d'une entrave sur le résultat de la prochaine élection fédérale (suivi)

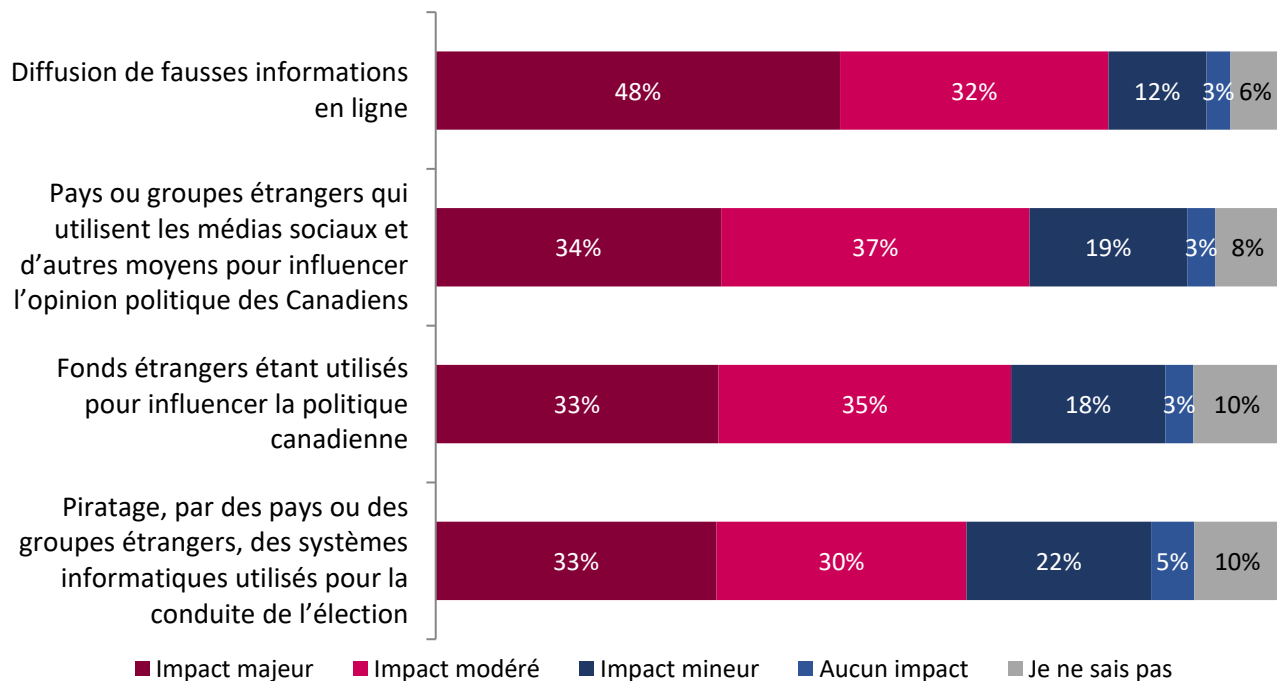


Q : D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque 1 : À des fins de comparaison, on a calculé l'impact net en additionnant le nombre de réponses « impact majeur » et « impact modéré ».

Remarque 2 : Le choix de réponse « Fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne » a été ajouté à la deuxième vague, en avril 2022.

Figure 15 : Perception de l'impact d'une entrave sur le résultat de la prochaine élection fédérale (résultats détaillés de février 2025)



Q : D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que la diffusion de fausses informations en ligne pourrait avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine (83 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (75 %).
- Les électeurs de la Colombie-Britannique (75 %) sont moins susceptibles de penser ainsi que ceux du reste du Canada.
- Les électeurs ayant au moins un diplôme universitaire (83 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (73 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (83 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s'y intéressent pas (72 %).
- Les votants assidus (83 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (70 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection générale de 2021 sont plus susceptibles de penser ainsi (82 %).
- Les électeurs ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (83 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n'en ayant pas (68 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (85 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (76 %) le sont moins.

- Les répondants faisant en général confiance aux gens (84 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (82 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (62 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (83 %) ou fortement (91 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (73 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que les pays ou les groupes étrangers qui utilisent les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens pourraient avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (66 %) le sont moins.
- Les électeurs ayant au moins un diplôme universitaire (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (63 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (75 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s'y intéressent pas (57 %).
- Les votants assidus (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (63 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection générale de 2021 (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n'en ayant pas (62 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (78 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (67 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (74 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (45 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (74 %) ou fortement (81 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (63 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que les fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne pourraient avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

- Les électeurs ayant au moins un diplôme universitaire (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (60 %) le sont moins.
- Les électeurs de 18 à 34 ans sont moins susceptibles de penser ainsi (62 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (73 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne s'y intéressent pas (56 %) le sont moins.

- Les votants assidus (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (59 %).
- Les personnes ayant voté en 2021 (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les personnes n'ayant pas voté (64 %) le sont moins.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux n'en ayant pas (56 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (81 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant quelques-unes (66 %) ou ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (65 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (71 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (49 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent fortement ou plutôt polarisés sur le plan politique (73 % chacun) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (62 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que le piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection pourrait avoir un impact modéré ou majeur sur le résultat de la prochaine élection fédérale :

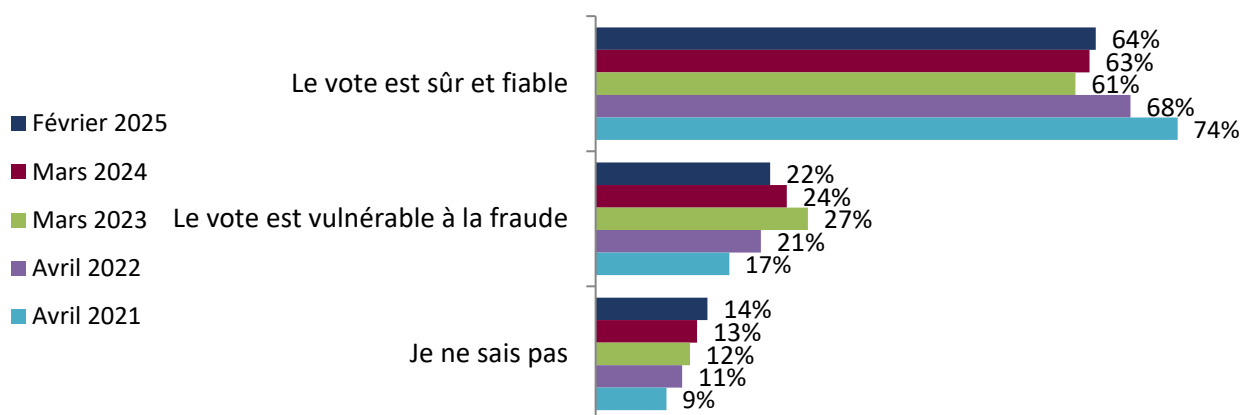
- Les électeurs de plus de 55 ans (66 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 18 à 34 ans (59 %) le sont moins.
- Comparativement aux électeurs des autres régions, les électeurs du Québec (69 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux de la Colombie-Britannique (56 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (65 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux qui ne s'y intéressent pas (57 %).
- Les votants assidus (65 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants occasionnels (57 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (80 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (53 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (67 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (65 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (46 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (66 %) ou fortement (68 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (58 %) le sont moins.

Opinion sur l'intégrité du système électoral au Canada

En février 2025, environ 6 répondants sur 10 (64 %) d'un échantillon fractionné d'électeurs pensent que le système électoral au Canada est sûr et fiable, moins de 1 répondant sur 4 (22 %) pense qu'il est vulnérable à la fraude, et plus de 1 répondant sur 10 (14 %) ne sait pas.

La proportion d'électeurs qui pense que le système électoral au Canada est sûr et fiable reste semblable à celle de mars 2024 (63 %), mais cette proportion représente tout de même une baisse par rapport au point de référence de 74 % mesuré en avril 2021.

Figure 16 : Opinion sur le système électoral au Canada



Q : Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du système électoral au Canada?
Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient que le système électoral au Canada est sûr et fiable :

- Les hommes (67 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable.
- Les électeurs de plus de 55 ans (70 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que les 18 à 34 ans (56 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (67 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (57 %).
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (70 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (58 %) ou ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (56 %) le sont moins.
- Les répondants immigrants (70 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que les répondants non immigrants (62 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (67 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui ne s'y intéressent pas (54 %).

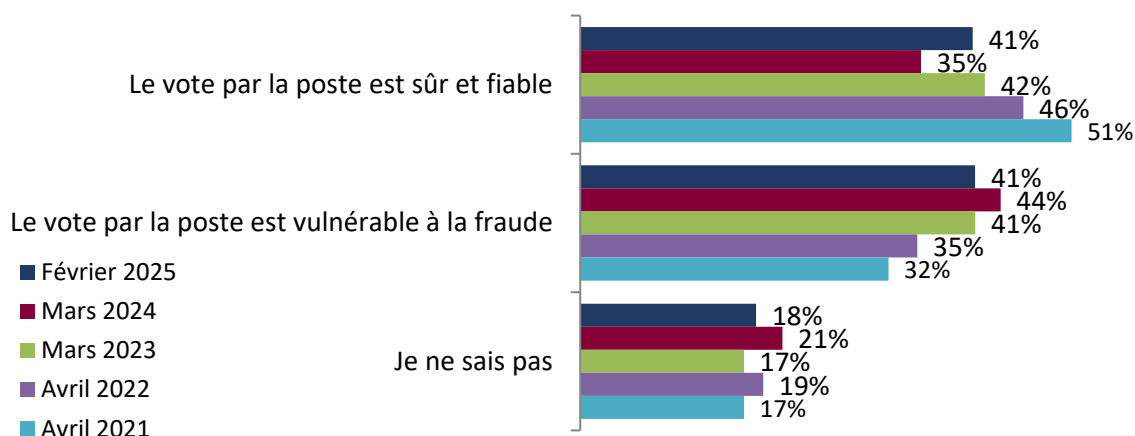
- Les votants assidus (68 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que les votants occasionnels (50 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection de 2021 (68 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui n'ont pas voté en 2021 (52 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (68 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux n'en ayant pas (47 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (86 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (58 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (41 %) le sont moins.
- Les électeurs faisant en général confiance aux gens (78 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable que ceux qui sont méfiants (56 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (67 %) sont plus susceptibles de penser que le système électoral est sûr et fiable, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (42 %), le sont moins.
- Les répondants qui ne se sentent pas polarisés sur le plan politique (60 %) sont moins susceptibles de penser ainsi.

Opinion sur l'intégrité du vote par la poste au Canada

En février 2025, 4 répondants sur 10 (41 %) d'un échantillon fractionné pensent que le vote par la poste est sûr et fiable, et une proportion comparable (41 %) pense qu'il est vulnérable à la fraude. Un répondant sur cinq (18 %) affirme ne pas savoir.

En comparaison avec les résultats de mars 2024 (35 %), une proportion significativement plus grande de répondants en février 2025 (41 %) est d'accord avec l'énoncé voulant que le vote par la poste soit sûr et fiable, ce qui représente un changement positif par rapport à la tendance négative observée lors des précédentes vagues de sondage menées depuis avril 2021. Par contre, la proportion de répondants qui pense que le vote par la poste est sûr et fiable reste inférieure à celle mesurée en avril 2021 (51 %).

Figure 17 : Opinion sur le vote par la poste



Q : Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du vote par la poste au Canada?
Base : moitié des répondants (n = 1 252).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils croient que le vote par la poste est sûr et fiable :

- Les hommes (44 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que les femmes (37 %).
- Les répondants de la Colombie-Britannique (51 %) et de l'Ontario (46 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux du Québec (27 %) le sont moins.
- Les électeurs habitant dans une région urbaine ou suburbaine (44 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (35 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait des études universitaires (47 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (30 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (42 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que les répondants autochtones (19 %).
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (47 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux qui ne s'y intéressent pas (26 %) le sont moins.
- Les votants assidus (43 %) sont plus susceptibles de penser que le vote par la poste est sûr et fiable que les votants occasionnels (35 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection de 2021 (44 %) sont plus susceptibles de penser que le vote par la poste est sûr et fiable.
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (43 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux n'en ayant pas (31 %).
- Les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (59 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux en ayant quelques-unes (33 %) et ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (30 %) le sont moins.
- Les répondants faisant en général confiance aux gens (52 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable que ceux qui sont méfiants (35 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (42 %) et ceux qui voient souvent des nouvelles uniquement sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale (56 %) sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (27 %), le sont moins.
- Les répondants qui se sentent plutôt (46 %) ou fortement (48 %) polarisés sur le plan politique sont plus susceptibles de croire que le vote par la poste est sûr et fiable, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (34 %) le sont moins.

Types de fraude électorale

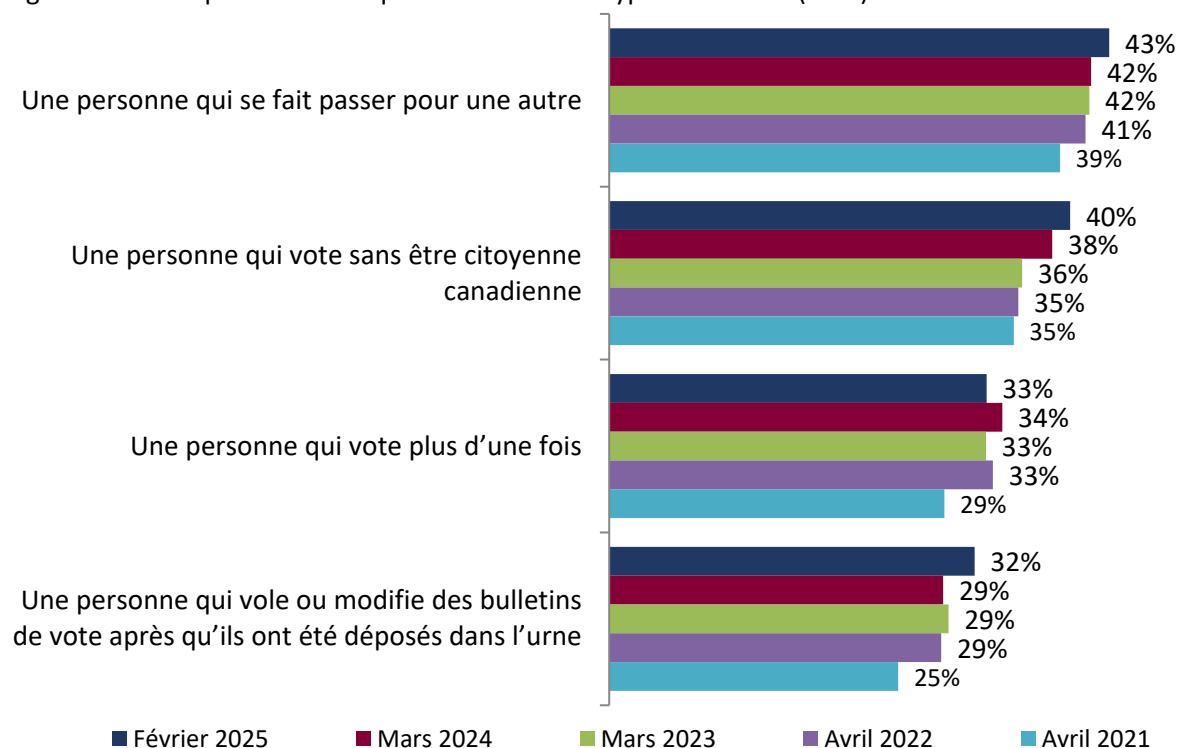
Les électeurs devaient indiquer la fréquence à laquelle ils pensent que différents types de fraude électorale se produisent lors des élections fédérales canadiennes.

En février 2025, dans une proportion semblable à celle constatée en mars 2024, 2 électeurs sur 5 (43 %) pensent que des personnes se faisant passer pour d'autres est un type de fraude électorale qui se produit lors des élections fédérales canadiennes, 1 électeur sur 10 (11 %) pensant que cela se produit souvent, et 1 sur 3 (32 %) pensant que cela se produit parfois.

Deux électeurs sur 5 (40 %) pensent qu'il arrive souvent (11 %) ou parfois (29 %) qu'une personne vote sans être citoyenne canadienne, le tiers (33 %) pense qu'il arrive souvent (8 %) ou parfois (25 %) qu'une personne vote plus d'une fois, et un autre tiers (32 %) pense qu'il arrive souvent (9 %) ou parfois (23 %) qu'une personne vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils ont été déposés dans l'urne.

Les proportions de répondants qui pensent que divers types de fraude électorale se produisent souvent ou parfois n'ont guère varié comparativement à la vague précédente, sauf pour la proportion de répondants qui pensent que le vol ou la modification de bulletins de vote après leur dépôt dans l'urne arrive souvent ou parfois (32 %, ce qui représente une augmentation par rapport à 29 % en mars 2024). Toutefois, les proportions pour chaque type de fraude électorale sont nettement plus élevées en février 2025 qu'en avril 2021 au moment de leur première mesure.

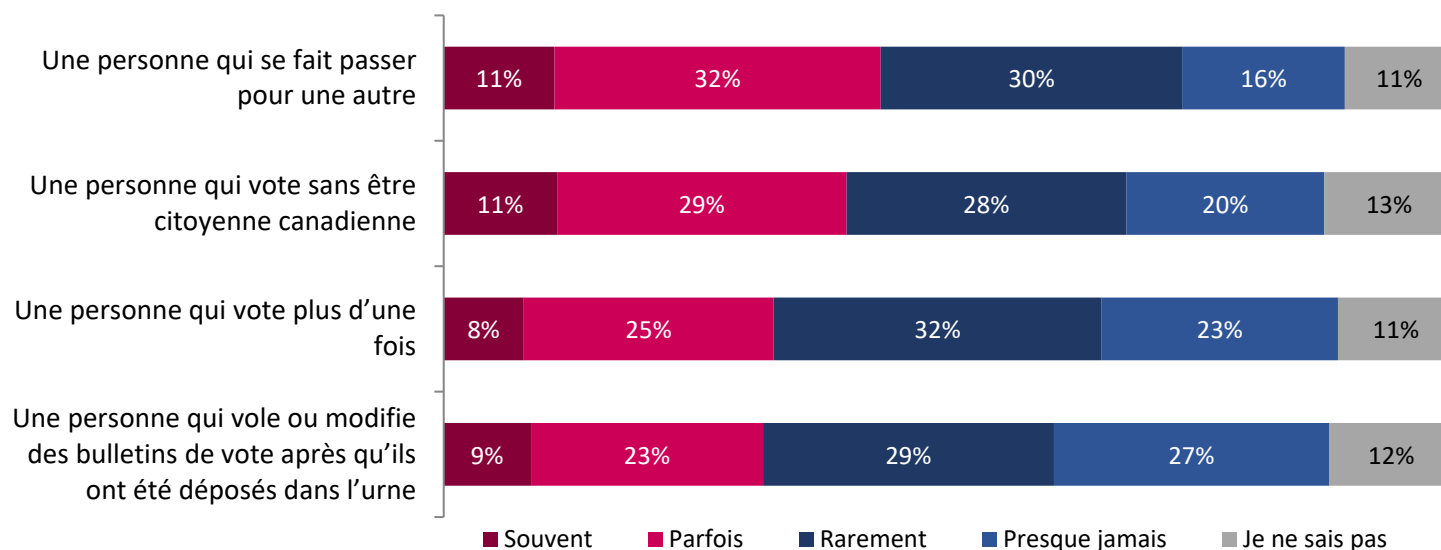
Figure 18 : Perception de la fréquence de certains types de fraude (suivi)



Q : En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : À des fins d'analyse, la fréquence totale a été calculée en additionnant le nombre de réponses « souvent » et « parfois ».

Figure 19 : Perception de la fréquence de certains types de fraude (résultats détaillés de février 2025)



Q : En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne se fasse passer pour une autre lors des élections fédérales canadiennes :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (47 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 55 ans et plus (39 %) le sont moins.
- Les électeurs vivant au Québec (48 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (48 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (40 %) le sont moins.
- Les votants occasionnels (49 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les votants assidus (41 %) le sont moins.
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (68 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (28 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (50 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (37 %).
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (48 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (40 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vote sans être citoyenne canadienne lors des élections fédérales canadiennes :

- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (43 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (45 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (36 %) le sont moins.
- Les votants occasionnels (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (38 %).
- Les répondants qui n'ont pas voté à l'élection de 2021 (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (44 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux en ayant une connaissance (39 %) le sont moins.
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (72 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (23 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (45 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (34 %).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vote plus d'une fois lors des élections fédérales canadiennes :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (37 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 55 ans et plus (29 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (36 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (31 %).
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (37 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (29 %) le sont moins.
- Les votants occasionnels (39 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (30 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (40 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les personnes ayant voté en 2021 (31 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux en ayant une connaissance (31 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (65 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les électeurs n'ayant aucune croyance conspirationniste (16 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (38 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (26 %).
- Les répondants qui voient des nouvelles sur la politique canadienne (33 %) sont plus susceptibles de penser ainsi.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (39 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (30 %) le sont moins.

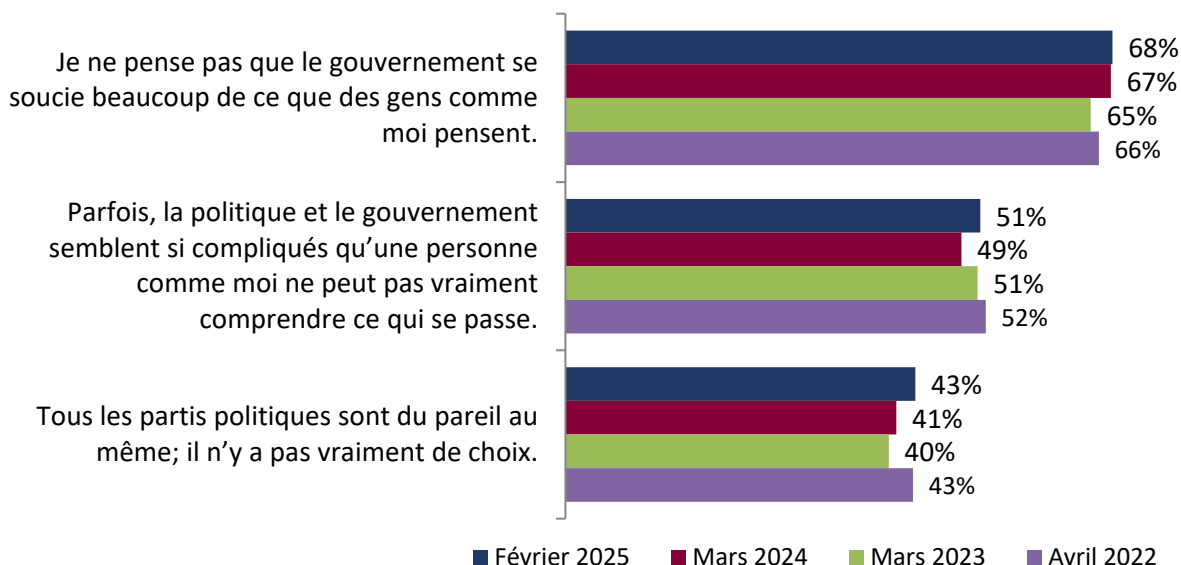
Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu'il arrive souvent ou parfois qu'une personne vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils ont été déposés dans l'urne lors des élections fédérales canadiennes :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les 55 ans et plus (21 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (36 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (27 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que les électeurs non autochtones (31 %) le sont moins.
- Les votants occasionnels (44 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les votants assidus (27 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (46 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que les personnes ayant voté en 2021 (27 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (45 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux en ayant une connaissance (28 %).
- Les électeurs ayant de fortes croyances conspirationnistes (66 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (13 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (39 %) sont plus susceptibles de penser ainsi que ceux faisant en général confiance aux gens (22 %).
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (36 %) sont plus susceptibles de penser ainsi, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (28 %) le sont moins.

Efficacité politique

En février 2025, les deux tiers des électeurs (68 %) ne pensent pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que les gens comme eux pensent : 26 % sont fortement d'accord avec cet énoncé, et 41 % sont plutôt d'accord. La moitié des électeurs canadiens (51 %) sont fortement d'accord (12 %) ou plutôt d'accord (40 %) pour dire que la politique et le gouvernement semblent parfois si compliqués que des personnes comme eux ne peuvent pas comprendre ce qui se passe. Quatre électeurs sur 10 (43 %) sont d'accord pour dire que tous les partis politiques sont du pareil au même et qu'ils n'offrent pas vraiment de choix, 11 % étant fortement d'accord, et 32 % étant plutôt d'accord.

Figure 20 : Perception de l'efficacité politique (suivi)

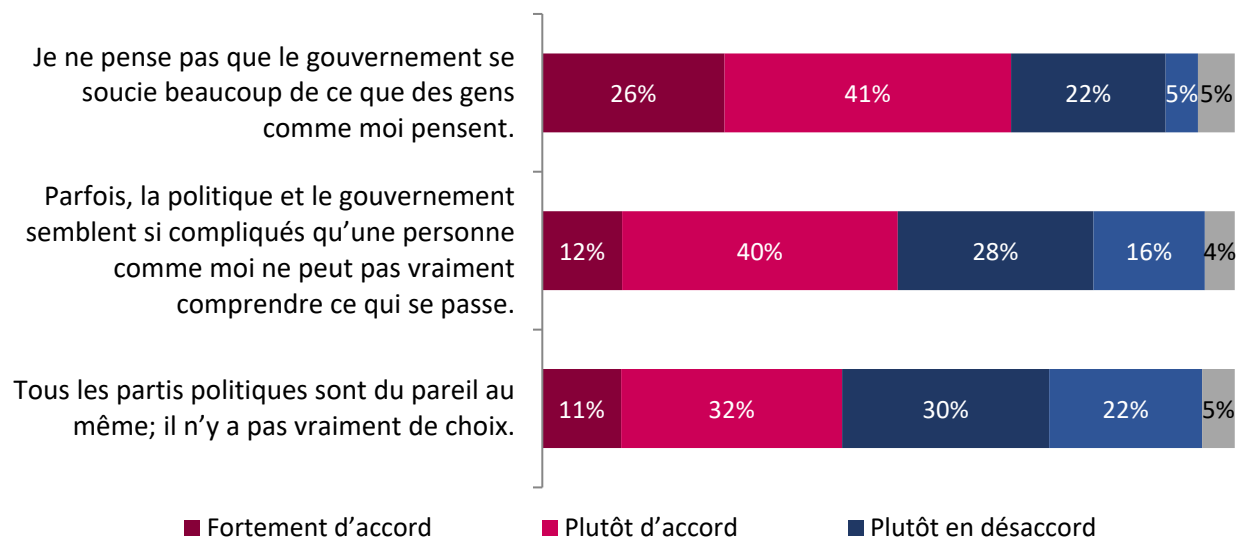


Q : En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : À des fins d'analyse, l'accord total a été calculé en additionnant le nombre de réponses « fortement d'accord » et « plutôt d'accord ».

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Figure 21 : Perception de l'efficacité politique (résultats détaillés de février 2025)



Q : En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'énoncé voulant que le gouvernement ne se soucie pas beaucoup de ce que des gens comme eux pensent :

- Les répondants âgés de 35 à 54 ans (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux âgés de 55 ans et plus (65 %) le sont moins.
- Les répondants vivant au Québec (64 %) sont moins susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (71 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier et ceux détenant au plus un diplôme d'études secondaires (73 % chacun) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait des études universitaires (63 %) le sont moins.
- Les répondants nés au Canada (69 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les répondants immigrants (61 %).
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (72 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui s'y intéressent (66 %) le sont moins.
- Les répondants qui n'ont pas voté à l'élection générale de 2021 (75 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (87 %) et ceux en ayant quelques-unes (70 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'en ayant aucune (53 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (76 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (58 %).
- Les répondants qui voient des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (79 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'énoncé voulant que la politique et le gouvernement semblent parfois si compliqués que des gens comme eux ne peuvent pas vraiment comprendre ce qui se passe :

- Les femmes (57 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les hommes (45 %).
- Les répondants âgés de 18 à 34 ans (58 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux âgés de 55 ans et plus (47 %) le sont moins.
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (62 %) et ceux ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (56 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (44 %) le sont moins.
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (69 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui s'y intéressent (45 %).
- Les votants occasionnels (62 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants assidus (47 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (62 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les personnes ayant voté en 2021 (47 %).

- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (64 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux en ayant une connaissance (48 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (73 %) et ceux en ayant quelques-unes (54 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (35 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (56 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (46 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (67 %), ainsi que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (63 %), sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (50 %) le sont moins.
- Les répondants qui ne se sentent pas polarisés sur le plan politique sont moins susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé (48 %).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils sont d'accord avec l'énoncé voulant que tous les partis politiques soient du pareil au même et qu'il n'y ait pas vraiment de choix :

- Les femmes (45 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les hommes (41 %).
- Les répondants de 55 ans et plus (40 %) sont moins susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants de l'Alberta (38 %) sont moins susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé.
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (54 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux ayant fait quelques cours universitaires (38 %) le sont moins.
- Les répondants qui ne sont pas intéressés par la politique (55 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux qui s'y intéressent (39 %).
- Les votants occasionnels (53 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les votants assidus (40 %).
- Les personnes n'ayant pas voté en 2021 (55 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que les personnes ayant voté en 2021 (39 %).
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (56 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux en ayant une connaissance (40 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (73 %) et ceux en ayant quelques-unes (46 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux n'ayant aucune croyance conspirationniste (23 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (50 %) sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé que ceux faisant en général confiance aux gens (34 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (55 %), sont plus susceptibles d'être d'accord avec l'énoncé, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (42 %) le sont moins.

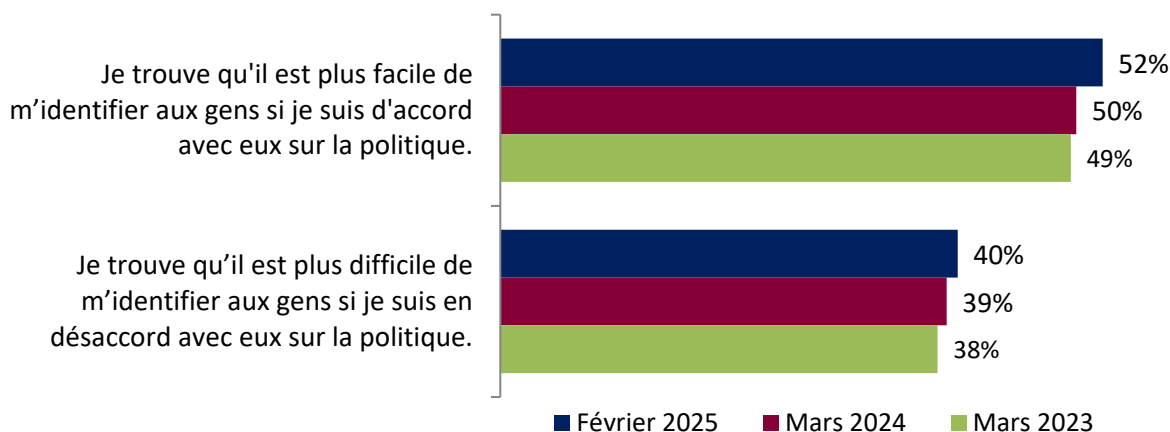
Polarisation affective

On a demandé aux répondants dans quelle mesure ils sont d'accord avec les deux énoncés suivants :

- Je trouve qu'il est plus facile de m'identifier aux gens si je suis d'accord avec eux sur la politique.
- Je trouve qu'il est plus difficile de m'identifier aux gens si je suis en désaccord avec eux sur la politique.

Les répondants ont plus souvent indiqué ressentir une affinité pour les gens avec qui ils sont d'accord sur la politique qu'une aversion pour ceux avec qui ils sont en désaccord : la moitié des répondants (52 %) affirment que, dans une large mesure (15 %) ou une mesure modérée (37 %), il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique, tandis que 40 % trouvent qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux sur la politique, dont 10 % indiquant que c'est le cas dans une large mesure (par rapport à 8 % en mars 2024) et 29 %, dans une mesure modérée.

Figure 22 : Perception de la facilité ou de la difficulté à s'identifier aux gens selon l'accord ou le désaccord sur la politique (résultats détaillés de février 2025)



Q : En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : À des fins d'analyse, l'accord total a été calculé en additionnant le nombre de réponses « dans une large mesure » et « dans une mesure modérée ».

Remarque : Cette question a été ajoutée en mars 2023.

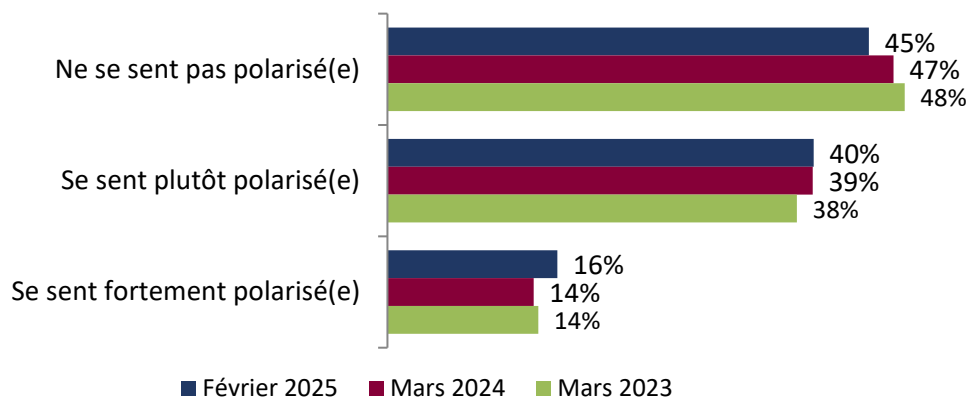
Les réponses pour les deux énoncés ont été additionnées afin de mesurer la polarisation affective relativement à la politique, en postulant que plus une personne ressent une affinité pour les gens avec qui elle est d'accord sur la politique tout en ressentant une aversion pour ceux avec qui elle est en

désaccord, plus elle est polarisée quant à la manière dont elle s'identifie aux autres sur le plan politique⁸.

Selon cette définition, près de la moitié des électeurs canadiens (45 %) ne se sentent pas polarisés quant à la manière dont ils s'identifient à d'autres Canadiens, c'est-à-dire qu'ils ne trouvent pas qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique ni qu'il est plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. En revanche, une minorité d'électeurs (16 %) se sentent fortement polarisés, c'est-à-dire qu'ils trouvent qu'il est plus facile de s'identifier aux gens s'ils sont d'accord avec eux sur la politique dans une mesure modérée ou une large mesure et qu'il est, dans une mesure comparable, plus difficile de s'identifier aux gens s'ils sont en désaccord avec eux. Il s'agit d'une hausse, petite mais significative, par rapport au taux de 14 % de mars 2024.

Quatre répondants sur 10 (40 %) se sentent plutôt polarisés, se situant entre les deux groupes.

Figure 23 : Polarisation affective



Q : En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : Cette question a été ajoutée en mars 2023.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils ont un sentiment de polarisation dans la manière dont ils s'identifient aux autres sur le plan politique :

- Les répondants de 18 à 34 ans (23 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés, tandis que les 55 ans et plus (12 %) le sont moins.
- Les répondants vivant dans les provinces de l'Atlantique (9 %) sont moins susceptibles de se sentir polarisés.
- Les répondants habitant dans une région urbaine ou suburbaine (18 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés que ceux habitant dans une région rurale ou une petite ville (11 %).

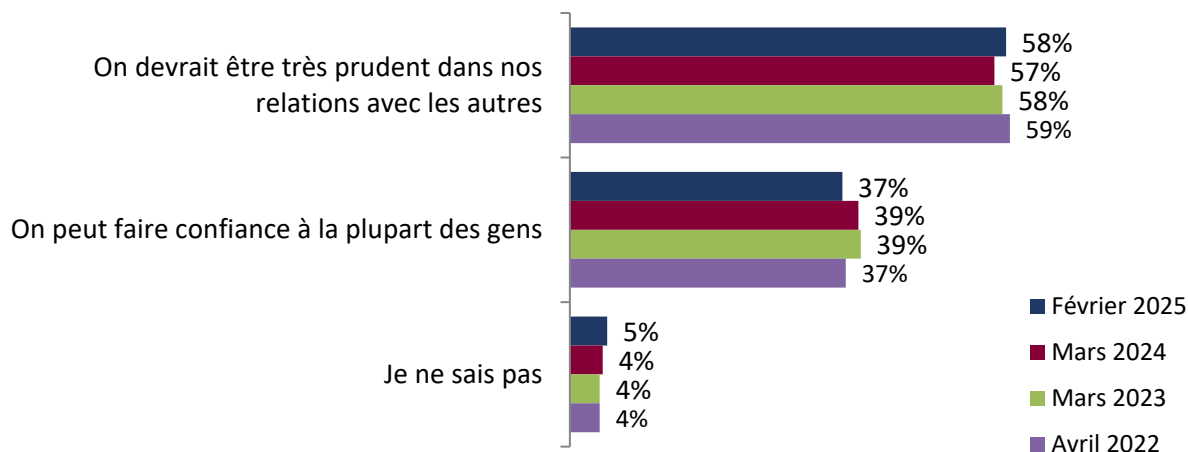
⁸Plus précisément, un score allant de 0 (« Pas du tout ») à 3 (« Dans une large mesure ») a été attribué à la réponse pour chaque énoncé, et les deux scores de chaque répondant ont été additionnés pour créer un score de polarisation affective total allant de 0 à 6. Un score de 5 ou 6 indique que le répondant se sent fortement polarisé, un score de 3 ou 4 indique qu'il se sent plutôt polarisé, et un score de 0 à 2 indique qu'il ne se sent pas polarisé.

- Les répondants détenant un diplôme universitaire (18 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés.
- Les répondants autochtones sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés (27 %), tandis que les répondants non autochtones (15 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (19 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés que ceux qui ne s’y intéressent pas (8 %).
- Les répondants ayant de fortes croyances conspirationnistes (25 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés, tandis que ceux en ayant quelques-unes (13 %) le sont moins.
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (18 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (17 %) sont plus susceptibles de se sentir fortement polarisés, tandis que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (7 %), le sont moins.

Confiance envers les gens

Une majorité de Canadiens (58 %) affirme qu’en général, on doit être prudent dans nos relations avec les autres, tandis que près de 4 électeurs sur 10 (37 %) estiment qu’on peut faire confiance à la plupart des gens. Ces résultats n’ont guère varié depuis leur première mesure en avril 2022.

Figure 24 : Confiance envers les gens



Q : En général, diriez-vous qu’on peut faire confiance à la plupart des gens, ou qu’on doit être très prudent dans nos relations avec les autres? Base : tous les répondants (n = 2 504).

Remarque : Cette question a été ajoutée en avril 2022.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent qu’on peut faire confiance à la plupart des gens :

- Les hommes (40 %) sont plus susceptibles de dire qu’on peut faire confiance à la plupart des gens que les femmes (33 %).

- Les répondants âgés de 55 ans et plus (44 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que ceux âgés de 18 à 34 ans (28 %) le sont moins.
- Les répondants ayant fait au moins quelques cours universitaires (44 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (32 %) ou détenant au plus un diplôme d'études secondaires (27 %) le sont moins.
- Les répondants non autochtones (38 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les répondants autochtones (19 %) le sont moins.
- Les citoyens canadiens de naissance sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens (38 %), tandis que les Canadiens naturalisés (33 %) le sont moins.
- Les répondants qui sont intéressés par la politique (40 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux qui ne s'y intéressent pas (28 %).
- Les votants assidus (41 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que les votants occasionnels (25 %).
- Les répondants ayant voté à l'élection générale de 2021 (40 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux qui avaient le droit de vote, mais n'ont pas voté (31 %).
- Les répondants ayant une connaissance des compétences provinciales et fédérales (40 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens que ceux n'en ayant pas (24 %).
- Les répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste (55 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que les répondants en ayant quelques-unes (30 %) ou ceux ayant de fortes croyances conspirationnistes (23 %) le sont moins.
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique canadienne (39 %) sont plus susceptibles de dire qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, tandis que ceux qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (26 %), et ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (22 %), le sont moins.

Croyances conspirationnistes liées au gouvernement

Les croyances conspirationnistes générales liées au gouvernement ont légèrement augmenté depuis mars 2024, avec deux des trois théories plus souvent considérées comme tout à fait ou probablement vraies par les répondants en février 2025. La théorie voulant que certains événements importants soient le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux est la plus acceptée (46 %, ce qui représente une augmentation significative par rapport à 42 % en mars 2024) : 11 % des répondants pensent qu'elle est tout à fait vraie, et 35 % croient qu'elle est probablement vraie. Plus d'un tiers des répondants (36 %, une proportion qui n'a guère varié depuis mars 2024) pensent que des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement (9 % affirment que cette théorie est tout à fait vraie, et 27 % affirment qu'elle est probablement vraie). Moins de 1 électeur canadien sur 4 (23 %) pense que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme (7 % affirment que

cette théorie est tout à fait vraie, et 16 % affirment qu'elle est probablement vraie), ce qui représente une augmentation significative par rapport au résultat de l'an dernier (21 %).

Généralement, la croyance en chacune de ces théories conspirationnistes a eu tendance à croître au fil des sondages menés depuis avril 2021.

Figure 25 : Croyances conspirationnistes (suivi)

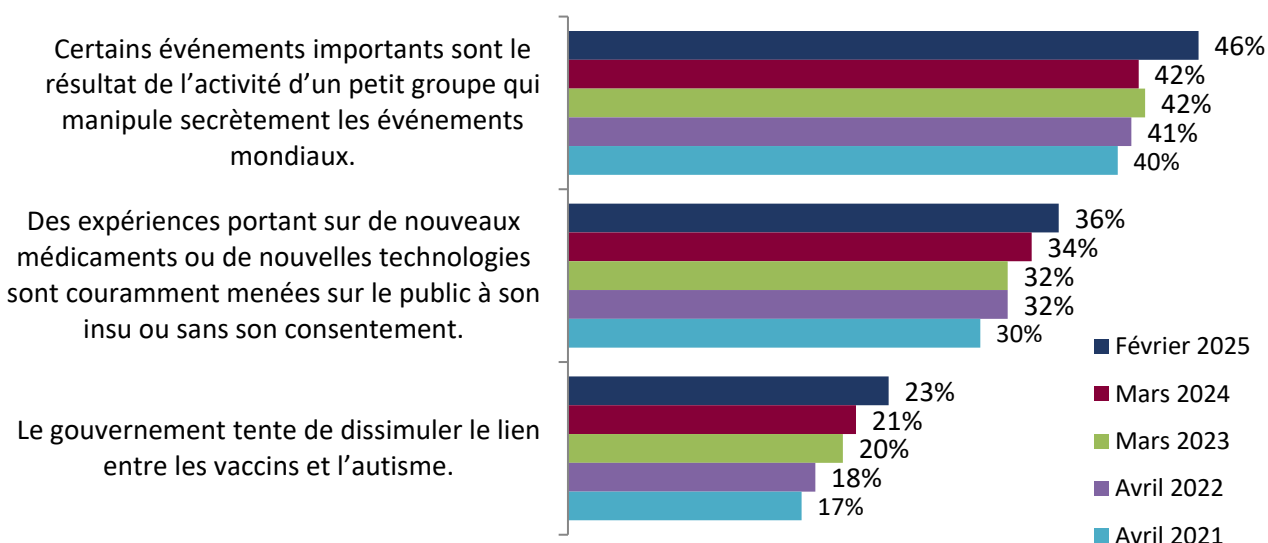
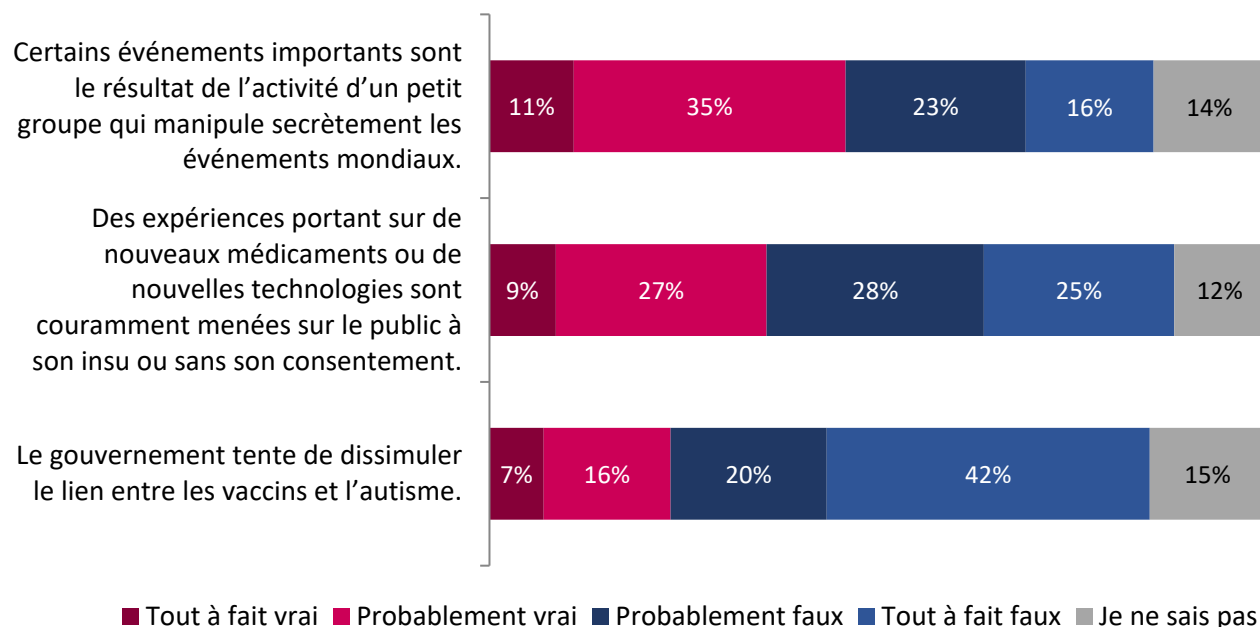


Figure 26 : Croyances conspirationnistes (résultats détaillés de février 2025)



Q : On entend souvent des débats sur la question de savoir si le public est informé de toute la vérité sur diverses questions importantes. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que chaque énoncé est vrai ou faux. Base : tous les répondants (n = 2 504).

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que l'énoncé voulant que certains événements importants sont le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux est tout à fait ou probablement vrai :

- Les répondants détenant un diplôme collégial ou d'école de métier (50 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux ayant fait des études universitaires (43 %) le sont moins.
- Les Canadiens naturalisés (55 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les citoyens canadiens de naissance (44 %).
- Les votants occasionnels (51 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que les votants assidus (44 %) le sont moins.
- Les répondants qui n'ont pas voté à l'élection générale de 2021 (55 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ont voté (44 %) le sont moins.
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (52 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux en ayant une connaissance (44 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (54 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux faisant en général confiance aux gens (37 %).
- Les répondants qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (58 %) sont plus susceptibles

d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux qui voient rarement des nouvelles sur la politique, peu importe la région concernée (38 %).

- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (54 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (42 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que l'énoncé voulant que des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement est tout à fait ou probablement vrai :

- Les électeurs de 18 à 34 ans (42 %) et de 35 à 54 ans (40 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que les 55 ans et plus (28 %) le sont moins.
- Les répondants du Manitoba et de la Saskatchewan (43 %) et ceux de l'Ontario (39 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que les répondants du Québec (31 %) le sont moins.
- Les répondants détenant au plus un diplôme d'études secondaires (42 %) et ceux ayant fait des cours de collège ou d'école de métier (40 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux ayant fait des études universitaires (31 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (54 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les électeurs non autochtones (35 %).
- Les Canadiens naturalisés (43 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les citoyens canadiens de naissance (33 %).
- Les votants occasionnels (46 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les votants assidus (32 %).
- Les répondants qui n'ont pas voté à l'élection générale de 2021 (51 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ont voté (31 %) le sont moins.
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (48 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux en ayant une connaissance (32 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (43 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux faisant en général confiance aux gens (26 %).
- Les personnes qui voient souvent des nouvelles sur la politique des États-Unis ou la politique mondiale, mais rarement des nouvelles sur la politique canadienne (52 %), sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai.
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés (41 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (32 %) le sont moins.

Les sous-groupes suivants se distinguent quant à la mesure dans laquelle ils pensent que l'énoncé voulant que le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme est tout à fait ou probablement vrai :

- Les hommes (26 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que les femmes (21 %) le sont moins.

- Les électeurs de 18 à 34 ans (28 %) et de 35 à 54 ans (27 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que les 55 ans et plus (17 %) le sont moins.
- Les électeurs vivant en Ontario (27 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux vivant au Québec (18 %) et dans les provinces de l'Atlantique (17 %) le sont moins.
- Les répondants habitant dans une région rurale ou une petite ville (26 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux habitant dans une région urbaine ou suburbaine (22 %).
- Les répondants ayant fait quelques cours de collège ou d'école de métier (28 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux ayant fait au moins quelques cours universitaires (19 %) le sont moins.
- Les électeurs autochtones (40 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les électeurs non autochtones (22 %).
- Les Canadiens naturalisés (32 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les citoyens canadiens de naissance (21 %).
- Les votants occasionnels (34 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que les votants assidus (20 %).
- Les répondants qui n'ont pas voté à l'élection générale de 2021 (36 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ont voté (20 %) le sont moins.
- Les répondants n'ayant pas de connaissance des compétences provinciales et fédérales (37 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux en ayant une connaissance (20 %).
- Les répondants ayant tendance à se méfier des gens (29 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai que ceux faisant en général confiance aux gens (16 %).
- Les répondants qui se sentent fortement polarisés sur le plan politique (32 %) sont plus susceptibles d'accepter cet énoncé comme étant vrai, tandis que ceux qui ne se sentent pas polarisés (19 %) le sont moins.

Les répondants sont classés en trois catégories : ceux qui ont de fortes croyances conspirationnistes, ceux qui en ont quelques-unes, et ceux qui n'en ont aucune. Les répondants qui ont accepté tous les énoncés susmentionnés comme étant probablement ou tout à fait vrais ou qui ont accepté deux de ces énoncés comme étant tout à fait vrais sont définis comme ayant de fortes croyances conspirationnistes. Ceux qui ont rejeté tous ces énoncés en affirmant qu'ils étaient probablement ou tout à fait faux entrent dans la catégorie des répondants n'ayant aucune croyance conspirationniste. Tous les autres sont définis comme ayant quelques croyances conspirationnistes. Selon ces définitions, 17 % des répondants de février 2025 ont de fortes croyances conspirationnistes, 53 % ont quelques croyances conspirationnistes, et 30 % n'ont aucune croyance conspirationniste (ce qui représente une baisse significative par rapport à 34 % en mars 2024).

Annexe

A.1 Méthodologie quantitative

La présente recherche quantitative a été réalisée au moyen de sondages en ligne à l'aide d'un système d'entrevue Web assistée par ordinateur.

En tant que membre du Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien (CRIC), Léger applique les lignes directrices les plus rigoureuses en matière de recherche quantitative. Le sondage a été réalisé dans le respect des normes du gouvernement du Canada pour la recherche sur l'opinion publique (série D, recherche quantitative).

On a assuré aux répondants que la participation était volontaire, confidentielle et anonyme. Comme dans toutes les études menées par Léger, tout renseignement permettant d'identifier les participants a été retiré des données, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Le questionnaire se trouve à l'annexe A.2.

A.1.1 Procédure d'échantillonnage

Entrevue Web assistée par ordinateur

Léger a réalisé un sondage auprès d'un panel en ligne formé d'adultes canadiens. Au total, 2 504 personnes y ont répondu. La distribution exacte est présentée à la prochaine section. La sélection des participants s'est faite de façon aléatoire à partir du panel en ligne LEO de Léger.

Léger possède et gère un panel en ligne de plus de 400 000 Canadiens de partout au pays. Un panel en ligne se compose d'internautes choisis selon différentes variables sociodémographiques. La majorité des membres (61 %) ont été recrutés aléatoirement au téléphone dans les dix dernières années, de sorte que le panel représente assez bien la population canadienne actuelle selon de nombreux facteurs démographiques.

A.1.2 Collecte des données

Le sondage s'est déroulé du 29 janvier au 5 février 2025. Le taux de participation au sondage a été de 10,1 %. Un essai préliminaire a été réalisé auprès de 46 personnes le 29 janvier 2025.

Pour assurer la qualité des données de chaque sous-groupe, un échantillon composé de 2 504 personnes habiles à voter de partout au pays a été sondé.

Comme un échantillon provenant d'un panel en ligne n'est pas probabiliste, il est impossible de calculer la marge d'erreur pour ce sondage. Les répondants ont été choisis parmi les personnes qui se sont portées volontaires ou se sont inscrites pour participer à des sondages en ligne. Il est statistiquement impossible d'extrapoler les résultats de tels sondages à la population cible. Les données ont été pondérées pour refléter la composition démographique de la population cible. Puisque l'échantillon est composé à partir de personnes qui se sont elles-mêmes portées volontaires, il n'est pas possible de calculer les erreurs d'échantillonnage.

Léger s’est basé sur les données du Recensement du Canada de 2021 de Statistique Canada pour pondérer les résultats du sondage en fonction de l’âge et du genre dans chaque région.

Le tableau suivant présente la distribution géographique des répondants. L’échantillon de référence visait à représenter autant que possible la distribution réelle de la population canadienne.

Tableau A.1 : Distribution géographique des répondants

Région	Nombre de répondants
Atlantique	168
Québec	554
Ontario	974
Manitoba/Saskatchewan	177
Alberta	281
Colombie-Britannique et territoires	350
Total	2 504

A.1.3 Taux de participation

Le taux de participation global est de 10,1 %.

Le calcul du taux de participation est présenté ci-après. Ce chiffre est calculé à partir de la formule suivante : $\text{taux de participation} / \text{taux de réponse} = R \div (U + IS + R)$. Le tableau ci-dessous présente le calcul en détail.

Tableau A.2 : Calcul du taux de participation

Cas non valides	215
Invitation envoyée par erreur à une personne qui ne correspondait pas au profil recherché	215
Adresse courriel incomplète ou manquante	-
Cas non résolus (NR)	22 871
Message retourné	14
Invitation par courriel laissée sans réponse	22 857
Cas admissibles sans réponse (IS)	92
Absence de réponse	-
Refus	-
Barrière linguistique	-
Répondant choisi non disponible (maladie; congé; vacances; autre)	-
Interruption anticipée	92
Unités répondantes (R)	2 586
Rejet – quota atteint	64
Sondage rempli rejeté pour d’autres motifs	18
Sondage réalisé	2 504
RÉPONDANTS POTENTIELS (U + IS + R)	25 549

Les taux de participation pour les sondages en ligne se situent généralement entre 20 % et 30 %. Un taux de 10,1 % peut paraître bas, mais compte tenu de la courte période allouée à la réalisation du sondage, nous avons dû envoyer plus d’invitations aux membres du panel pour atteindre nos objectifs, ce qui a eu un effet sur le taux de participation. Le taux de participation est semblable à celui de la dernière vague réalisée en 2024.

A.1.4 Échantillon pondéré et non pondéré

Nous avons effectué une comparaison de base entre la taille de l’échantillon pondéré et celle de l’échantillon non pondéré pour identifier tout biais de non-réponse ayant pu résulter du taux de réponse inégal chez certains sous-groupes démographiques (voir les tableaux suivants).

Le tableau ci-dessous présente la distribution géographique des répondants, avant et après la pondération des données. La pondération a permis de corriger quelques écarts mineurs.

Tableau A.3 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon la région

Région	Échantillon non pondéré	Échantillon pondéré
Atlantique	168	165
Québec	554	577
Ontario	974	968
Manitoba/Saskatchewan	177	161
Alberta	281	278
Colombie-Britannique et territoires	350	355
Total	2 504	2 504

Les tableaux suivants présentent la distribution démographique des répondants en fonction du genre et de l’âge.

Pour ce qui est du genre, on peut remarquer que la pondération a permis d’ajuster seulement légèrement le nombre d’hommes et de femmes. Il n’y a aucune raison de croire que les petits écarts observés dans l’échantillon non pondéré indiquent la présence d’un biais de non-réponse fondé sur le genre.

Tableau A.4 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon le genre

Genre	Échantillon non pondéré	Échantillon pondéré
Homme	1 234	1 215
Femme	1 256	1 273
Total*	2 504	2 504

*Les totaux comprennent aussi les réponses « Autre » et « Je préfère ne pas répondre ».

Pour ce qui est de la distribution en fonction de l’âge, la pondération a aussi permis de corriger quelques écarts mineurs. La distribution réelle de l’échantillon suit généralement celle des groupes d’âge dans la population réelle, mais elle a été ajustée principalement pour accroître la représentation des personnes

de 18 à 34 ans. Ces données suggèrent la possibilité d'un biais de non-réponse fondé sur l'âge aux dépens des jeunes répondants, mais étant donné que la taille des poids respecte les tolérances acceptables, l'impact possible sur les résultats d'un biais de non-réponse fondé sur l'âge est probablement faible.

Tableau A.5 : Distribution des échantillons pondéré et non pondéré selon le groupe d'âge

Âge	Échantillon non pondéré	Échantillon pondéré
18 à 34 ans	566	666
35 à 54 ans	823	807
55 ans et plus	1 115	1 031
Total	2 504	2 504

Dans l'ensemble, les facteurs de pondération relativement faibles (voir ci-après) dans les croisements des sous-groupes pondérés suggèrent que la qualité des données n'a pas souffert d'un biais de non-réponse notable.

Les facteurs de pondération appliqués à la base de données en fonction du profil du répondant figurent dans les tableaux suivants.

Tableau A.6 : Facteurs de pondération en fonction du profil

Genre	Province	Âge	Pondération
Homme	Colombie-Britannique et territoires	18 à 24 ans	0,7036
		25 à 34 ans	1,2050
		35 à 44 ans	1,1420
		45 à 54 ans	1,0586
		55 à 64 ans	1,1747
		65 ans et plus	1,6115
	Alberta	18 à 24 ans	0,6049
		25 à 34 ans	1,0033
		35 à 44 ans	1,0819
		45 à 54 ans	0,9115
		55 à 64 ans	0,8983
		65 ans et plus	0,9914
	Manitoba/Saskatchewan	18 à 24 ans	0,3823
		25 à 34 ans	0,5589
		35 à 44 ans	0,5456
		45 à 54 ans	0,4782
		55 à 64 ans	0,5303
		65 ans et plus	0,6584
	Ontario	18 à 24 ans	2,1192
		25 à 34 ans	3,3074
		35 à 44 ans	2,9929
		45 à 54 ans	2,9760

		55 à 64 ans	3,2772
		65 ans et plus	4,0270
	Québec	18 à 24 ans	1,0850
		25 à 34 ans	1,7944
		35 à 44 ans	1,8835
		45 à 54 ans	1,7539
		55 à 64 ans	2,0655
		65 ans et plus	2,6936
	Canada atlantique	18 à 24 ans	0,3232
		25 à 34 ans	0,4643
		35 à 44 ans	0,4638
		45 à 54 ans	0,5166
		55 à 64 ans	0,6304
		65 ans et plus	0,8496
Femme	Colombie-Britannique et territoires	18 à 24 ans	0,6627
		25 à 34 ans	1,1949
		35 à 44 ans	1,1755
		45 à 54 ans	1,1361
		55 à 64 ans	1,2613
		65 ans et plus	1,8419
	Alberta	18 à 24 ans	0,5662
		25 à 34 ans	1,0078
		35 à 44 ans	1,0900
		45 à 54 ans	0,9042
		55 à 64 ans	0,9135
		65 ans et plus	1,1221
	Manitoba/Saskatchewan	18 à 24 ans	0,3501
		25 à 34 ans	0,5518
		35 à 44 ans	0,5532
		45 à 54 ans	0,4834
		55 à 64 ans	0,5437
		65 ans et plus	0,7759
	Ontario	18 à 24 ans	1,9659
		25 à 34 ans	3,2647
		35 à 44 ans	3,1814
		45 à 54 ans	3,1905
		55 à 64 ans	3,4634
		65 ans et plus	4,8329
	Québec	18 à 24 ans	1,0393
		25 à 34 ans	1,7768
		35 à 44 ans	1,8885
		45 à 54 ans	1,7373
		55 à 64 ans	2,1039

	Canada atlantique	65 ans et plus	3,1964
		18 à 24 ans	0,2995
		25 à 34 ans	0,4650
		35 à 44 ans	0,4964
		45 à 54 ans	0,5484
		55 à 64 ans	0,6678
		65 ans et plus	0,9837

Tableau A.7 : Facteurs de pondération en fonction de la province et du territoire

Province ou territoire	Pondération
Colombie-Britannique	13,8783
Alberta	11,0950
Saskatchewan	2,9165
Manitoba	3,4955
Ontario	38,5984
Québec	23,0182
Nouveau-Brunswick	2,1532
Nouvelle-Écosse	2,6997
Île-du-Prince-Édouard	0,4218
Terre-Neuve-et-Labrador	1,4340
Territoires du Nord-Ouest	0,1044
Yukon et Nunavut	0,1850

A.2 Questionnaire

Sondage de suivi sur des questions électorales – 5^e vague

Veuillez, s’il vous plaît, choisir la langue dans laquelle vous souhaitez répondre au sondage.

- ☐ English/Anglais
- ☐ French/Français

Nous vous remercions d’accepter de participer à ce court sondage réalisé par Léger pour le compte d’Élections Canada. Ce sondage vise à comprendre vos opinions honnêtes sur la confiance dans les élections et les autres institutions au Canada. Ce sondage ne devrait pas prendre plus de 8 minutes à remplir. La participation au sondage est volontaire, et vos réponses demeureront strictement confidentielles.

Tout renseignement personnel recueilli est sujet à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sera traité en toute confidentialité. En participant à ce sondage, vous consentez à ce que vos réponses soient utilisées à des fins statistiques et de recherche. En aucun cas Elections Canada n’utilisera vos réponses afin de vous identifier, et aucune des opinions exprimées ne vous sera attribuée personnellement. La base de données contenant toutes les réponses est anonyme. Elle pourrait être transmise à des chercheurs externes à la stricte condition qu’aucun renseignement personnel ne soit diffusé ou rendu public.

Cliquez [<ici>](#) si vous souhaitez contacter Elections Canada pour vérifier l’authenticité de ce sondage.

Pour en savoir plus sur la politique de confidentialité de Léger, cliquez [<ici>](#).

1. Citizen

Êtes-vous citoyen(ne) canadien(ne)?

- 01. Oui
- 02. Non [METTRE FIN]

2. YOB

En quelle année êtes-vous né(e)?

Noter l’année : [NOMBRE]

99. Je préfère ne pas répondre [METTRE FIN]

[Si Q2>=2008, METTRE FIN]

[Afficher si Q2=2007]

3. Eighteen

Avez-vous 18 ans?

- 01. Oui
- 02. Non [METTRE FIN]

4. ProvTerr

Dans quelle province ou quel territoire vivez-vous?

- 01. Alberta
- 02. Colombie-Britannique
- 03. Manitoba
- 04. Nouveau-Brunswick
- 05. Terre-Neuve-et-Labrador
- 06. Territoires du Nord-Ouest
- 07. Nouvelle-Écosse
- 08. Nunavut
- 09. Ontario
- 10. Île-du-Prince-Édouard
- 11. Québec
- 12. Saskatchewan
- 13. Yukon
- 14. J'habite en dehors du Canada [METTRE FIN]

5. Genre

Pour les fins de ce sondage, pourriez-vous s'il vous plaît fournir votre genre?

- 01. Femme
- 02. Homme
- 96. Ou autre, veuillez préciser. [TEXTE]
- 99. Je préfère ne pas répondre

6. MainNews

En général, laquelle de ces sources médiatiques est votre principale source de nouvelles?

[ORDRE ALÉATOIRE : 01-06]

- 01. Journaux ou magazines imprimés
- 02. Sites Web d'actualités ou applications en ligne
- 03. Télévision

- 04. Radio
- 05. Médias sociaux : surtout les publications de mes amis ou de membres de ma famille
- 06. Médias sociaux : surtout des publications d'organismes de presse ou de journalistes
- 07. Autres contenus d'information en ligne (vidéos, podcasts, influenceurs)
- 96. Autre. Veuillez préciser : [TEXTE]
- 97. Aucune, je ne suis pas les nouvelles
- 98. Je ne sais pas/Refus de répondre

7. NewsOrigin

En pensant à votre principale source de nouvelles, à quelle fréquence voyez-vous des nouvelles sur la politique canadienne, la politique des États-Unis ou la politique du reste du monde?

[Grille]

[Lignes]

- a. Politique canadienne
- b. Politique des États-Unis
- c. Politique mondiale

[Colonnes]

- 01. Très souvent
- 02. Assez souvent
- 03. Assez rarement
- 04. Très rarement
- 98. Je ne sais pas

8. Polinterest

En règle générale, dans quelle mesure êtes-vous intéressé(e) par la politique?

- 01. Très intéressé(e)
- 02. Plutôt intéressé(e)
- 03. Peu intéressé(e)
- 04. Pas du tout intéressé(e)
- 98. Je ne sais pas

[Alternar KnowProvPowers et KnowFedPowers]

9. KnowProvPowers

À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu l'éducation?

- 01. Gouvernement fédéral
- 02. Gouvernement provincial
- 03. Gouvernement municipal

98. Je ne sais pas

10. KnowFedPowers

À votre connaissance, de quel palier de gouvernement relève en premier lieu la défense?

- 01. Gouvernement fédéral
- 02. Gouvernement provincial
- 03. Gouvernement municipal
- 98. Je ne sais pas

11. Confidence

Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions suivantes au Canada?

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE]

- a. Gouvernement provincial
- b. Gouvernement fédéral
- c. Police
- d. Grandes entreprises/sociétés
- e. Élections Canada
- f. Médias
- g. Plateformes de médias sociaux

[COLONNES]

- 01. Beaucoup confiance
- 02. Assez confiance
- 03. Peu confiance
- 04. Pas confiance
- 98. Je ne sais pas

12. GEfairness

En pensant aux élections fédérales en général, dans quelle mesure diriez-vous qu'Élections Canada gère les élections de façon équitable ou inéquitable?

- 01. Très équitable
- 02. Plutôt équitable
- 03. Plutôt inéquitable
- 04. Très inéquitable
- 98. Je ne sais pas

[SI GEfairness = 03, 04]

13. ReasonUnfair

Avez-vous une raison particulière de penser qu'Élections Canada gère les élections de façon inéquitable?

[QUESTION OUVERTE]

- 97. Aucune raison particulière
- 98. Je ne sais pas
- 99. Je préfère ne pas répondre

14. TrustElectionChanges

[Échantillon fractionné : A et B]

A. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?
Si le gouvernement propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

- 01. Fortement d'accord
- 02. Plutôt d'accord
- 03. Plutôt en désaccord
- 04. Fortement en désaccord
- 98. Je ne sais pas

B. Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant?
Si Élections Canada propose des changements à la manière dont les élections fédérales se déroulent, c'est probable qu'il essaie de rendre le processus de vote plus facile ou plus équitable pour tous les Canadiens.

- 01. Fortement d'accord
- 02. Plutôt d'accord
- 03. Plutôt en désaccord
- 04. Fortement en désaccord
- 98. Je ne sais pas

15. EVIC

Lorsqu'il y a une élection fédérale, Élections Canada envoie par la poste à chaque électeur inscrit une carte d'information de l'électeur indiquant où et quand voter. Mais vous avez peut-être l'habitude de recevoir des documents tels que les états de compte bancaire par voie électronique, par courriel ou sur un site Web.

Si vous aviez l'option, choisiriez-vous de recevoir votre carte d'information de l'électeur par voie électronique plutôt que par la poste?

- 01. Oui
- 02. Non
- 98. Je ne sais pas

16. InterferenceImpact

D'après ce que vous avez vu ou entendu récemment, quel impact les éléments suivants pourraient-ils avoir sur le résultat de la prochaine élection?

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE LES ÉLÉMENTS a à d]

- a. Piratage, par des pays ou des groupes étrangers, des systèmes informatiques utilisés pour la conduite de l'élection
- b. Pays ou groupes étrangers qui utilisent les médias sociaux et d'autres moyens pour influencer l'opinion politique des Canadiens
- c. Diffusion de fausses informations en ligne
- d. Fonds étrangers étant utilisés pour influencer la politique canadienne.

[COLONNES]

- 01. Impact majeur
- 02. Impact modéré
- 03. Impact mineur
- 04. Aucun impact
- 98. Je ne sais pas

17. FraudPerception

[Échantillon fractionné : A et B]

- A. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du système électoral au Canada?

[Alterner 01 et 02]

- 01. Le vote est vulnérable à la fraude
- 02. Le vote est sûr et fiable
- 98. Je ne sais pas

- B. Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre opinion à propos du vote par la poste au Canada?

[Alternier 01 et 02]

01. Le vote par la poste est vulnérable à la fraude

02. Le vote par la poste est sûr et fiable

98. Je ne sais pas

18. FraudFrequency

En général, à quelle fréquence pensez-vous que les types de fraudes électorales suivants se produisent lors des élections fédérales canadiennes?

[GRILLE]

[RANGÉES; ALTERNER]

a. Une personne qui vote sans être citoyenne canadienne

b. Une personne qui vote plus d'une fois

c. Une personne qui vole ou modifie des bulletins de vote après qu'ils ont été déposés dans l'urne

d. Une personne qui se fait passer pour une autre

[COLONNES]

01. Souvent

02. Parfois

03. Rarement

04. Presque jamais

98. Je ne sais pas

19. PoliticalEfficacy

En pensant au gouvernement et à la politique au Canada, dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

[Grille]

[Rangées; ordre aléatoire]

a. Tous les partis politiques sont du pareil au même; il n'y a pas vraiment de choix.

b. Je ne pense pas que le gouvernement se soucie beaucoup de ce que des gens comme moi pensent.

c. Parfois, la politique et le gouvernement semblent si compliqués qu'une personne comme moi ne peut pas vraiment comprendre ce qui se passe.

[Colonnes]

01. Fortement d'accord

02. Plutôt d'accord

03. Plutôt en désaccord

04. Fortement en désaccord

98. Je ne sais pas

20. AffectivePolarization

En pensant aux Canadiens avec lesquels vous pourriez être en accord ou en désaccord sur la politique, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants?

[Grille]

[Rangées; ordre aléatoire]

- a. Je trouve qu'il est plus facile de m'identifier aux gens si je suis d'accord avec eux sur la politique.
- b. Je trouve qu'il est plus difficile de m'identifier aux gens si je suis en désaccord avec eux sur la politique.

[Colonnes]

- 03. Dans une large mesure
- 02. Dans une mesure modérée
- 01. Dans une faible mesure
- 00. Pas du tout
- 98. Je ne sais pas

21. TrustPeople

En général, diriez-vous qu'on peut faire confiance à la plupart des gens, ou qu'on doit être très prudent dans nos relations avec les autres?

- 01. On peut faire confiance à la plupart des gens
- 02. On devrait être très prudent dans nos relations avec les autres
- 98. Je ne sais pas

22. ConspiracyBeliefs

On entend souvent des débats sur la question de savoir si le public est informé de toute la vérité sur diverses questions importantes. Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que chaque énoncé est vrai ou faux.

[GRILLE]

[RANGÉES; ORDRE ALÉATOIRE]

- a. Certains événements importants sont le résultat de l'activité d'un petit groupe qui manipule secrètement les événements mondiaux.
- b. Des expériences portant sur de nouveaux médicaments ou de nouvelles technologies sont couramment menées sur le public à son insu ou sans son consentement.
- c. Le gouvernement tente de dissimuler le lien entre les vaccins et l'autisme.

[COLONNES]

- 01. Tout à fait vrai

- 02. Probablement vrai
- 03. Probablement faux
- 04. Tout à fait faux
- 98. Je ne sais pas

23. Area

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux la région où vous habitez?

- 01. Région urbaine ou suburbaine
- 02. Région rurale ou petite ville
- 99. Je préfère ne pas répondre

24. Education

Quel est le niveau d'études le plus élevé que vous avez atteint?

- 01. Une partie de l'école primaire
- 02. Niveau primaire terminé
- 03. Une partie de l'école secondaire
- 04. Diplôme d'études secondaires
- 05. Quelques cours de collège/formation professionnelle/école de métier/cours commercial/Cégep
- 06. Diplôme au collège/formation professionnelle/école de métier/cours commercial/Cégep
- 07. Quelques cours universitaires (aucun grade ou diplôme obtenu)
- 08. Diplôme universitaire de premier cycle (diplôme ou baccalauréat)
- 09. Études supérieures ou postdoctorales/école professionnelle (maîtrise, doctorat ou autre diplôme professionnel)
- 96. Autre. Veuillez préciser :
- 98. Je ne sais pas
- 99. Je préfère ne pas répondre

25. Employment

Laquelle des situations suivantes décrit le mieux votre situation d'emploi actuelle ?

- 01. Employé(e) à temps plein, c'est-à-dire 35 heures ou plus par semaine
- 02. Employé(e) à temps partiel, c'est-à-dire moins de 35 heures par semaine
- 03. Travailleur(se) autonome
- 04. SUPPRIMÉ
- 05. Sans emploi, mais à la recherche d'un emploi
- 06. Étudiant(e)
- 07. Formation professionnelle (p. ex. formation d'apprenti)
- 08. À la retraite
- 09. Proche aidant ou personne au foyer

- 10. Ne travaille pas en raison d'une maladie ou d'un handicap, ou ne cherche pas de travail
- 11. Ne travaille pas temporairement (p. ex. congé parental, travailleur saisonnier, en cours de changement d'emploi)
- 96. Autre. Veuillez préciser : [TEXTE]
- 99. Je préfère ne pas répondre

26. Indigenous

Êtes-vous membre d'une Première Nation, Métis ou Inuit?

- 01. Non, pas membre d'une Première Nation, Métis ou Inuit
- 02. Oui, membre d'une Première Nation
- 03. Oui, Métis
- 04. Oui, Inuit
- 99. Je préfère ne pas répondre

[Cacher si Indigenous=02-04]

27. Immigrant

Êtes-vous un immigrant au Canada?

- 01. Non, je suis né citoyen canadien
- 02. Oui, je suis né dans un autre pays et je suis devenu citoyen avant 2016
- 03. Oui, je suis né dans un autre pays et je suis devenu citoyen en 2016 ou après
- 99. Je préfère ne pas répondre

28. Disability

Avez-vous un handicap?

- 01. Oui
- 02. Non
- 99. Je préfère ne pas répondre

29. PastVoting

À chaque élection, beaucoup de gens ne votent pas ou ne peuvent pas voter pour diverses raisons. En pensant aux différentes élections qui ont eu lieu depuis que vous avez le droit de vote, avez-vous voté à aucune élection, certaines, la plupart ou à toutes les élections?

- 01. Aucune élection
- 02. Certaines élections
- 03. La plupart des élections
- 04. Toutes les élections
- 98. Je ne sais pas/Je ne me souviens pas

[Cacher si YOB > 2003 ou PastVoting=01]

30. VotedLastGE

L'élection fédérale la plus récente a eu lieu le 20 septembre 2021. Lequel des énoncés suivants vous décrit le mieux?

- 01. Je n'ai pas voté à l'élection fédérale de 2021
- 02. J'ai pensé aller voter cette fois-ci, mais je n'ai pas voté
- 03. J'ai l'habitude de voter, mais je n'ai pas voté cette fois-ci
- 04. Je suis certain que j'ai voté à l'élection fédérale de 2021
- 98. Je ne sais pas/Je ne me souviens pas
- 99. Je n'avais pas le droit de voter en septembre 2021

PAGE DE FERMETURE EN LIGNE

Voilà qui conclut l'enquête. Ce sondage a été réalisé pour le compte d'Élections Canada. Nous vous remercions pour votre rétroaction réfléchie. C'est très apprécié.

Si vous avez des questions au sujet de ce sondage, veuillez communiquer avec Élections Canada :

[Contactez Élections Canada](#)

Si vous avez des raisons de croire que vos renseignements personnels ne sont pas traités conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, vous avez le droit de porter plainte auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada :

Numéro sans frais : 1-800-282-1376

ATS : 819-994-6591

Web : Allez à www.priv.gc.ca, « Signaler un problème »